Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 25 septembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°473 ■

AIE

Appel à mettre en œuvre les recommandations de la COP 28

P 16

200 000 ÉTUDIANTS FORMÉS À L'ENTREPRENARIAT EN 2023

L'université s'ouvre sur l'économie

L'Algérie s'engage résolument dans la transformation de son système universitaire avec une vision ambitieuse : faire de l'université un moteur de développement économique. La transition vers l'Université 4.0, caractérisée par la numérisation et une gouvernance moderne, marque un tournant décisif. Les établissements d'enseignement supérieur ne se contentent plus de transmettre le savoir, mais deviennent de véritables incubateurs de compétences entrepreneuriales, a déclaré Ali Choukri, directeur général des enseignements au ministère de l'Enseignement Supérieur. P 3

UTILISATION SÛRE DE LA CARTE EDAHABIA ET DE L'APPLICATION "BARDIMOB"

Lancement d'une campagne de sensibilisation

L'entreprise Algérie Poste a lancé, hier mardi, une campagne de sensibilisation sur l'utilisation sûre et fiable de la carte "Edahabia" et de l'application "BardiMob", dans l'objectif de sensibiliser à l'importance de faire preuve de vigilance et de prudence, pour éviter toutes formes d'escroquerie.

P 2

RELANCE DE L'INDUSTRIE

Ali Aoun mobilise ses troupes

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a réuni, hier mardi à Alger, les directeurs généraux et des cadres du ministère. Après avoir salué le grand rôle joué par le secteur de la production industrielle et pharmaceutique dans le développement de l'économie nationale, en termes de création de richesses et d'emplois, le ministre a appelé les cadres de son secteur à se mobiliser davantage au cours de la période à venir et à mettre en œuvre tous les efforts nécessaires pour l'achèvement des projets stratégiques.

P 5

POUR DES RENDEMENTS MEILLEURS ET RENTABLES

L'intelligence artificielle au service de l'agriculture

L'agriculture intelligente (smart Farming), est en passe de devenir une réalité dans notre pays. En cette ère mondiale en rapide mutation, diverses technologiques et industries se sont développées, ainsi que les opinions sur la nourriture. Rendant de ce fait, la gestion des fermes agricole de plus en plus innovées. Donc, l'orientation de secteur agricole algérien vers l'adoption et l'intégration de ces nouvelles technologies est devenue, aujourd'hui, une nécessité.

P 5

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 75 dollars P 2

FINANCE ISLAMIQUE

Le CPA draine plus de 44 milliards DA d'épargne P 2

ECSEL EXPO

130 exposants attendus à la 3e édition prévue du 2 au 5 octobre P 16

BÉCHAR

Le projet de voie ferrée Bechar-Tindouf sera doté d'un vaste réseau de télécommunication mobile

Le projet en cours de réalisation de la voie ferrée de 950 km entre Bechar et Tindouf, pour le transport du minerai de fer de Gara-Djebilet (Tindouf), sera doté d'un vaste réseau de télécommunication mobile, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Ce projet ferroviaire d'envergure sera équipé d'un réseau de téléphonie mobile par l'opérateur public "Mobilis", a-t-on précisé. Dans la perspective de concrétisation de ce projet de téléphonie mobile au profit du futur axe ferroviaire mais aussi des régions et zones que traverse son tracé, le wali de Bechar Mohamed Saïd Benkamou a présidé une séance de travail à laquelle ont pris part les parties concernées par le projet ferroviaire et les responsables locaux et régionaux de l'opérateur public de téléphonie mobile, a-t-on fait savoir. L'ensemble des questions techniques liées à la concrétisation du réseau de télécommunication en question ont été passées en revue et l'on s'attend au lancement prochainement des opérations de sa réalisation par "Mobilis", dans la perspective d'une couverture totale des régions et zones ciblées, selon la même source.

UTILISATION SÛRE DE LA CARTE EDAHABIA ET DE L'APPLICATION "BARDIMOB"

Lancement d'une campagne de sensibilisation

L'entreprise Algérie Poste a lancé, hier mardi, une campagne de sensibilisation sur l'utilisation sûre et fiable de la carte "Edahabia" et de l'application "BardiMob", dans l'objectif de sensibiliser à l'importance de faire preuve de vigilance et de prudence, pour éviter toutes formes d'escroquerie.

Synthèse Selma R

Organisée en partenariat avec plusieurs secteurs concernés, cette campagne prévoit diverses activités et manifestations de proximité, notamment au niveau des universités et des bureaux de poste, outre des portes ouvertes, des visites sur le terrain et des émissions médiatiques.

Lors d'un point de presse organisé, avant-hier au siège d'Algérie Poste à Alger, le chef de cabinet au ministère de la Poste et des Télécommunications, Mohamed Talailef, a indiqué que le nombre des titulaires de la carte "Edahabia" avait dépassé les 13 millions d'utilisateurs, alors que le chiffre, en 2020, avoisinait les 6 millions.

Affirmant que l'e-paiement devrait atteindre, d'ici la fin de l'année, 80 millions d'opérations alors qu'il ne dépassait pas 5 millions d'opérations, le chef de cabinet a mis en avant l'importance d'organiser cette campagne de sensibilisation, en vue d'une utilisation sûre de la carte «Edahabia», et ce après avoir relevé «plusieurs opérations d'escroquerie en raison du mauvais usage de cette carte». De son côté, le capitaine Attaf Mohamed Lamine, spécialiste dans la lutte contre les crimes cybernétiques au sein du commandement de la Gendarmerie nationale (GN) a fait état du traitement, depuis le début de l'année 2024, de plus de 1.100 affaires d'escroquerie, dont 210 affaires d'ouverture de comptes via l'application "BaridiMob" et de transfert de fonds depuis les comptes des victimes.

Bien que l'application "BaridiMob" soit sécurisée, il s'est avéré, à travers tous les cas traités, que l'utilisateur demeure le maillon faible en partageant ses informations secrètes liées à sa carte «Edahabia», a-t-il déploré, appelant les utilisateurs à «ne pas partager ces informations même avec leurs proches». De son côté, le Commissaire de police, Amine Belkhiri, spécialiste dans la cybercriminalité à la Direction générale de le Sûreté nationale (DGSN), a fait savoir que le nombre des cybercrimes était en «constante évolution», faisant état de 5.130 affaires traitées en 2023. Concernant les affaires d'arnaque et d'escroquerie, Belkhiri a fait état de «1.130 affaires traitées dont la majorité concerne l'achat et la vente de marchandises, des offres d'emploi travail et des visas». Les spécialistes œuvreront lors cette campagne de sensibilisation, à fournir des informations et des conseils aux utilisateurs de la carte «Edahabia» et de la plateforme «BaridiMob» pour les sensibiliser, notamment, à l'impératif de ne pas partager leurs informations personnelles et de télécharger les applications officielles.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 75 dollars

Les cours du pétrole se redressent mardi, avec un regain insufflé par les mesures de soutien à l'économie annoncées en Chine et la persistance des tensions au Proche-Orient. Dans les séances matinales, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, montait de 2,34% à 75,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 2,52% à 72,14 dollars. Les cours du brut sont portés par les mesures de soutien à la consommation et à l'immobilier annoncées par la banque centrale chinoise pour soutenir l'économie du pays. La décision la semaine dernière de la Réserve fédérale (Fed) américaine d'abaisser ses taux, ce qui pèse sur le dollar, continue d'avoir des répercussions sur le cours du pétrole, selon les analystes. Les prix sont aussi soutenus par les tensions géopolitiques au Proche-Orient, ont souligné les experts du marché pétrolier.

FINANCE ISLAMIQUE

Le CPA draine plus de 44 milliards DA d'épargne

Le chef de la division de la Finance islamique (DFI) au Crédit populaire d'Algérie (CPA), Sofiane Mazari, a annoncé que la Banque a réussi à drainer plus de 44 milliards de DA d'épargne des clients dans le cadre de la finance islamique, tandis que les financements avec la même formule ont atteint près de 7 milliards de DA.

Le responsable à la Banque publique a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces chiffres représentaient le montant global enregistré jusqu'au début du mois de septembre, et ce, depuis le lancement des services de finance islamique par le CPA en 2020.

Selon M. Mazari, le montant de l'épargne a augmenté, début septembre, à plus de 44 milliards de DA, par rapport à la fin de l'année dernière où il avoisinait les 35 milliards de DA.

Par ailleurs, M. Mazari a fait état de plus de 66.000 comptes islamiques, soulignant que 75% de ces comptes appartiennent à de nouveaux clients tandis que les 25% restants sont des clients classiques ayant converti leurs comptes à la formule islamique.

S'agissant des opérations de financement islamique réalisées par la banque, avec un montant de plus de 7 milliards DA, M. Mazari a indiqué qu'environ 5 milliards DA de ce montant global ont été alloués à des projets d'investissement, ajoutant que le CPA étudie actuellement le financement d'investissements pour de grandes entreprises. Par ailleurs, les crédits à la consommation et immobiliers ont obtenu la part la plus importante en termes de nombre de financements islamiques, selon M. Mazari, qui a affirmé que la banque s'attache à élargir sa gamme de financements à travers le lancement de nouveaux produits "avant la fin de l'année en cours". A cet égard, il a précisé que les nouveaux produits visent à financer l'investissement et la phase d'exploitation des entreprises, ainsi que des produits destinés aux particuliers, tels que le financement de la location de logements.

M. Mazari a également révélé que la banque prévoit l'ouverture de quatre agences spécialisées dans la finance islamique au cours des prochains mois, qui s'ajouteront à la première agence récemment ouverte dans la wilaya d'Ain Defla, et de 103 guichets islamiques au niveau national.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

200 000 ÉTUDIANTS FORMÉS À L'ENTREPRENARIAT EN 2023

L'université s'ouvre sur l'économie

L'Algérie s'engage résolument dans la transformation de son système universitaire avec une vision ambitieuse : faire de l'université un moteur de développement économique. La transition vers l'Université 4.0, caractérisée par la numérisation et une gouvernance moderne, marque un tournant décisif. Les établissements d'enseignement supérieur ne se contentent plus de transmettre le savoir, mais deviennent de véritables incubateurs de compétences entrepreneuriales, a déclaré Ali Choukri, directeur général des enseignements au ministère de l'Enseignement Supérieur.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Ali Choukri a expliqué que ce nouveau modèle encourage la création de startups et de micro-entreprises, plaçant les diplômés dans un rôle central de créateurs d'emplois et de richesse, transformant ainsi le tissu économique national. Selon lui, cette dynamique est soutenue par des initiatives technologiques novatrices. La numérisation des espaces pédagogiques et l'introduction de technologies telles que la reconnaissance faciale permettent d'optimiser les ressources humaines et d'améliorer l'efficacité des processus éducatifs. L'objectif est de préparer des diplômés dotés de compétences modernes, notamment dans des secteurs en pleine expansion tels que l'intelligence artificielle et le Big Data, alignant ainsi les besoins du marché du travail avec les cursus universitaires.

Choukri a souligné le rôle crucial des incubateurs et des centres d'innovation dans cette stratégie. Avec 117 incubateurs et 91 centres d'appui technologique, l'université algérienne offre un cadre propice pour transformer les idées des étudiants en projets concrets. En formant 200 000 étudiants à l'entrepreneuriat, le pays entend doter sa jeunesse des compétences nécessaires pour s'intégrer rapidement dans l'économie réelle et jouer un rôle actif dans la création de valeur.

À ce sujet, il a déclaré : « Pour favoriser la participation de l'université au développement économique, nous avons mis en place un environnement entrepreneurial propice. L'année passée, nous avons formé 200 000 étudiants dans le domaine de l'entrepreneuriat et créé 117 incubateurs. »Par ailleurs, les partenariats entre universités et entreprises renforcent cette dynamique. En signant des conventions avec le secteur privé, l'université rapproche le monde académique des réalités économiques, réduisant ainsi le fossé entre les compétences académiques et les besoins des entreprises. Ce partenariat permet de former des profils directement adaptés aux exigences du marché, augmentant la compétitivité des secteurs industriels et technologiques du pays. À titre d'exemple, l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran (USTO-MB) a lancé, en partenariat avec le groupe automobile Stellantis, un Master en alternance dans la spécialité Management des unités de production pour l'année universitaire 2024-2025.

« L'université algérienne, en adoptant un modèle plus entrepreneurial et technologique, se positionne comme un acteur central du développement économique. En formant des diplômés prêts à répondre aux besoins du marché et en favorisant l'émergence d'entreprises innovantes, elle contribue à créer une dynamique économique durable qui pourrait transformer la structure économique du pays. Les efforts pour intégrer la diaspora, renforcer la cybersécurité et établir des partenariats avec le secteur privé sont autant d'initiatives qui placent l'université au cœur de la stratégie de croissance nationale », a-t-il déclaré.

Le directeur général des enseignements a mis en évidence un autre axe important de cette vision. Cet axe réside dans la diversification des compétences à travers la double diplomation. L'intégration de plusieurs disciplines, telles que la médecine associée au Big Data ou à l'économie de la santé, permet de former des professionnels aux compétences pluridisciplinaires, capables de répondre aux besoins d'une économie moderne en constante évolution. La cybersécurité, enjeu stratégique crucial, bénéficie également d'un renforcement significatif avec la création de l'École nationale supérieure de cybersécurité, en partenariat avec le ministère de la Défense nationale. Cette école forme des experts capables de protéger les infrastructures numériques tout en développant une industrie de la cybersécurité, un secteur à fort potentiel de croissance pour l'économie algérienne.

Enfin, Ali Chokri a indiqué que l'intégration de la diaspora dans cette dynamique de développement apporte une dimension internationale essentielle. En s'appuyant sur l'expertise de la diaspora algérienne, notamment à travers des partenariats tels que celui avec la Fondation Zerhouni, le pays bénéficie de transferts de connaissances et d'innovations technologiques qui renforcent son potentiel économique.

En adoptant ce modèle entrepreneurial et technologique, l'université algérienne se positionne désormais comme un acteur clé de la croissance économique du pays.

BADDARI PRÉSIDE L'OUVERTURE DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2024-2025

«L'Algérie victorieuse a besoin d'un système universitaire solide»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, hier, l'ouverture de l'année universitaire 2024-2025 à l'Ecole nationale supérieure de cybersécurité au niveau du pôle universitaire des sciences et technologies Abdelhafid-Ihaddadene à Sidi Abdellah (Alger). S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture, en présence du conseiller du président de la République chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Mohamed Seghir Saâdaoui, Baddari a affirmé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, «place l'Université algérienne au centre de ses intérêts et des priorités de l'action du gouvernement». «L'Algérie victorieuse a besoin d'un système éducatif universitaire solide», a-t-il soutenu, mettant en avant la poursuite des efforts visant à atteindre un système de qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, à travers une série de mesures dont «le développement du réseau des écoles nationales supérieures et la diversification des programmes de formation pour hisser le niveau de performance». Rappelant les étapes historiques de l'évolution de l'Université, le ministre a mis en avant «le rôle et la dimension stratégique de l'Université algérienne aujourd'hui en tant que levier de l'économie nationale».Concernant les futurs défis, M. Baddari a insisté sur l'importance de «rapprocher l'Université de son environnement socioéconomique, et de former des diplômés capables de créer des opportunités d'emploi et de contribuer efficacement au développement aux niveaux local et national», appelant la communauté universitaire à «conjuguer les efforts pour gagner les enjeux et hisser l'université algérienne au plus haut niveau».

R E.

BOUIRA

L'Université Akli Mohand Oulhadj accueille plus de 5.000 nouveaux étudiants

L'Université Akli Mohand Oulhadj (UAMO) de Bouira a accueilli mardi plus de 23.000 étudiants, dont 5.300 nouveaux bacheliers pour l'année universitaire 2024-2025, a annoncé son recteur, le professeur Ammar Haiahoum. Dans une déclaration à la presse à l'occasion de la rentrée universitaire, le professeur Haiahoum a assuré que toutes les conditions sont réunies pour réussir l'année universitaire 2024- 2025 à Bouira. Il a réaffirmé, à l'occasion, son engagement à généraliser davantage la numérisation de tous les services de l'Université, et à promouvoir le sport universitaire. "Notre objectif est de hisser notre Université au rang des Universités internationales avec les différents programmes visant à numériser plus l'Université et à développer tous ses services", a déclaré M. Haiahoum lors de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire. Au cours de cette rencontre, treize enseignants, promus au grade de professeurs universitaires, ont été honorés par les responsables de l'Université en présence des autorités locales, à leur tête le wali Abdelkrim Laâmouri. A noter, des travaux de construction de 2.000 nouvelles places pédagogiques ont été lancés début septembre en cours pour améliorer les conditions d'apprentissage et réduire la surcharge des infrastructures actuelles, accueillant plus de 21. 000 étudiants répartis sur six Facultés et deux Instituts. Sis au sein du nouveau pôle universitaire, ce projet comprend également la création d'un complexe omnisports et d'une piscine semi-olympique. L'entreprise chargée des travaux dispose d'un délai de 12 mois pour finaliser le chantier de ce projet qui fait partie d'un programme de création de 5.000 places pédagogiques et 15 laboratoires de recherche. L'Université a également installé de nouveaux équipements technologiques, notamment pour l'enseignement à distance.

R E.

UNIVERSITÉ TAHRI-MOHAMED DE BECHAR

Nouvelles spécialités en métallurgie, mines, intelligence artificielle et cybersécurité

L'Université Tahri-Mohamed de Bechar (UTMB) a ouvert cette année de nouvelles spécialités dans les domaines de la métallurgie, des mines, de l'intelligence artificielle et de la sécurité cybernétique, en cycles Licence et Master, a-t-on appris mardi de son recteur, Pr. Bezazi Boudjemaa. Pour ce qui est de la fabrication métallurgique et les mines, elles visent à répondre aux besoins des futurs projets à travers la région, notamment le complexe sidérurgique de Bechar, en réalisation actuellement dans le cadre de la valorisation du gisement de fer de Gara-Djebilet (Tindouf), a-t-il précisé. Pour cette année universitaire, ces spécialités sont ouvertes uniquement aux étudiants issus de la région de Bechar, avant leur élargissement, dès la prochaine rentrée universitaire, à l'ensemble des nouveaux étudiants issus des wilayas du Sud-ouest, a-t-il fait savoir en marge de l'ouverture officielle de l'année universitaire 2024/2025, en présence des autorités de la wilaya. Par ailleurs, et dans le domaine de la formation en sciences médicales et pharmaceutiques, la nouvelle année universitaire est marquée par l'inscription de 120 étudiants, soit une augmentation de cent pour cent du nombre des étudiants admis à la Faculté concernée. L'augmentation du nombre d'étudiants à la Faculté des sciences médicales et pharmaceutiques sera confortée en janvier 2025 par l'ouverture de la nouvelle Faculté des sciences médicales qui disposera d'une capacité d'accueil de 2.000 étudiants, et qui permettra aussi le lancement, dès l'année prochaine, d'une nouvelle spécialité en chirurgie-dentaire, a ajouté le recteur. L'UTMB accueille cette année 10.000 étudiants, dont 2.200 nouveaux, à travers ses Facultés des Sciences et technologies, Sciences commerciales et Sciences de gestion, Lettres et langues, Droit et sciences politiques, Sciences humaines et sociales, en plus de la Faculté de Médecine, avec un total de 134 spécialités, a-t-il révélé.

R E.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or au-dessus de 2.627 dollars l'once

Les prix de l'or se sont maintenus mardi à plus de 2.627 dollars après avoir atteint un niveau record lors de la séance précédente, suite aux commentaires globalement rassurants des responsables de la Réserve fédérale américaine. Le cours de l'or au comptant était stable à près de 2.627,43 dollars l'once, après avoir atteint un record de 2.635,29 dollars lundi. Les contrats à terme sur l'or américain sont également restés quasiment inchangés à 2.652,50 dollars. "Les prix de l'or continuent d'être bien soutenus au milieu d'une série de discours accommodants de la Fed pendant la nuit", notent des observateurs du marché des métaux précieux. Les responsables de la Fed ont déclaré lundi que leur importante réduction d'un demi-point des taux la semaine dernière visait à tenter de maintenir ce qu'ils considèrent comme un équilibre émergent et sain dans l'économie. Les lingots à rendement nul ont tendance à être un investissement privilégié dans un environnement de taux d'intérêt bas et en période de turbulences géopolitiques. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,6% à 30,84 dollars l'once, le platine a gagné 0,7% à 962,47 dollars et le palladium a légèrement baissé de 0,1% à 1.040,72 dollars.

INDUSTRIE

La Chine compte plus de 6 millions d'entreprises manufacturières

La Chine comptait 6,03 millions d'entreprises dans le secteur manufacturier à la fin du mois d'août, soit une hausse de 5,53% par rapport à la fin de l'année dernière, d'après les statistiques publiées par le China Organization Data Service. Parmi elles, elles sont 515.300 liées aux industries stratégiques émergentes représentant 8,55% du total de cette industrie, selon la même source. Ces entreprises manufacturières sont concentrées dans la région de l'est du pays au nombre de 3,87 millions, soit un taux de 64,21% du total. La région centrale comptait 1,13 million d'entreprises, respectivement suivie par 755.900 et 268.300 dans les régions de l'ouest et du nord-est. Durant la période de janvier à août, le nombre d'entreprises manufacturières en Chine a connu une croissance régulière, la région centrale ayant enregistré la croissance la plus rapide (6,55%) par rapport à la fin de 2023.

MISE EN ŒUVRE DES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Abdelhakim Belaabed installe trois commissions

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a présidé hier une visioconférence nationale consacrée aux modalités de mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors du Conseil des ministres tenu dimanche dernier et relatives au secteur de l'éducation, indique un communiqué du ministère.

A l'entame des travaux, le ministre a transmis les remerciements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux enseignants, aux éducateurs, et aux instances éducatives qui étaient au rendez-vous pour assurer le bon déroulement de la rentrée scolaire. Concernant la promulgation du statut relatif au secteur de l'éducation, le ministre a insisté sur «la nécessité de respecter les délais fixés par le président de la République lors du Conseil des ministres tenu dimanche».

M. Belaabed a procédé à "l'installation de trois commissions qui entameront leurs travaux à partir de ce mardi 24 septembre".

La première commission est chargée d'arrêter les mécanismes d'exécution de la décision d'adoption et de généralisation des tablettes électroniques dans les écoles primaires à hauteur de pas moins de 50 % d'ici la fin de l'année scolaire en cours. La deuxième commission est chargée de mettre en place "des mesures supplémentaires pour permettre à un plus grand nombre d'élèves qui n'ont pas pu poursuivre leur parcours scolaire, de redoubler", tandis que la troisième commission est chargée d'élaborer "un projet d'organisation du championnat national scolaire des sports collectifs qui débutera en janvier 2025", selon le communiqué. S'agissant de la réorganisation du sport scolaire et des programmes d'éducation physique, dans le but de découvrir les élites sportives de demain et de les prendre en charge, "le ministre a ordonné au président du Conseil national des programmes (CNP) de finaliser les programmes éducatifs". M. Belaabed a réaffirmé que toutes les réalisations accomplies dans le secteur étaient le fruit du "soutien, de l'accompagnement, du suivi et de l'intérêt que l'Etat sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde à l'école".

Etaient présents aux travaux de cette conférence, des cadres de l'administration centrale, le directeur général de l'Office national des publications scolaires (ONPS), le président du Conseil national des programmes (CNP), le directeur du Centre national d'approvisionnement et de maintenance des équipements et des moyens didactiques (CNAMEMD), ainsi que les directeurs de l'éducation.

UE

L'objectif de 25% de terres agricoles bio en 2030 semble hors de portée, selon la Cour des comptes

"Lacunes" et "incohérences": l'Union européenne est "loin du compte" dans son soutien à l'agriculture biologique et l'objectif de 25% de terres agricoles bio en 2030 "semble hors de portée", alerte la Cour des comptes européenne dans un rapport publié lundi. "Depuis 2014, l'UE a injecté 12 milliards d'euros sans que le secteur biologique n'en récolte vraiment les fruits", déplore la Cour basée au Luxembourg. Pour réaliser son rapport, l'institution a mené un audit dans quatre Etats membres aux profils agricoles différents: Roumanie, Pologne, Autriche et Italie.

Et la Cour y a relevé les "incohérences" du soutien européen. Des agriculteurs peuvent par exemple bénéficier de fonds européens même s'ils n'appliquent pas les normes relatives à la rotation des cultures ou au bien-être animal "qui sont pourtant des principes fondamentaux de l'agriculture biologique". Et il est même "courant, moyennant l'obtention en toute légalité d'une autorisation, d'utiliser des semences non biologiques pour des plantations biologiques", affirme la Cour. La stratégie actuelle comporte des "faiblesses importantes" et l'objectif européen de consacrer 25% des terres agricoles à l'agriculture biologique d'ici à 2030 "semble hors de portée", prévient-elle. Au-delà de 2030, l'UE n'a "ni vision ni objectifs pour le secteur biologique", qui reste un marché de niche. "L'UE pourrait bien rater le coche", met-elle en garde. Selon la responsable du rapport, Keit Pentus-Rosimannus, l'Union européenne doit changer d'approche en "développant le marché et en augmentant la production" bio, plutôt que de se focaliser sur l'accroissement de la superficie des terres cultivées. "Sans cela, nous risquons de créer un système déséquilibré entièrement dépendant des fonds de l'UE, plutôt qu'une activité prospère", souligne-t-elle.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

49 morts et 1550 blessés en une semaine

Quarante-neuf (49) personnes sont décédées et 1550 autres ont été blessées dans 1264 accidents de la route survenus durant la période du 15 au 21 septembre à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset où six personnes sont décédées et dix autres ont été blessées dans neuf accidents de la route, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2199 interventions pour l'extinction de 1565 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Blida et Tizi-Ouzou. Par ailleurs, 5547 interventions effectuées, durant la même période, ont permis le sauvetage de 337 personnes en situation de danger.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Septembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	113	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	100	72	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف	
	Ail sec	387	443	331	الثوم الجاف	
	Carotte	83	93	73	الجزر	
	Navet	114	126	102	لفت	
	Poivron	114	128	100	الفلفل الاخضر	
	Piment	130	147	113	الفلفل الحار	
	Courgette	165	180	151	الكوسة	
	Haricot vert	217	241	192	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	148	163	134	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	376	480	271	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	549	683	415	التمر	
	Melon	96	107	85	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	87	96	79	البطيخ الاحمر	
	Poire	384	458	310	الاجاص	
	Raisin	198	258	139	العنب	
	Banane	466	482	451	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1950	1658	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	456	468	445	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	99	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

POUR DES RENDEMENTS MEILLEURS ET RENTABLES

L'intelligence artificielle au service de l'agriculture

L'agriculture intelligente (smart Farming), est en passe de devenir une réalité dans notre pays. En cette ère mondiale en rapide mutation, diverses technologiques et industries se sont développées, ainsi que les opinions sur la nourriture. Rendant de ce fait, la gestion des fermes agricole de plus en plus innovées. Donc, l'orientation de secteur agricole algérien vers l'adoption et l'intégration de ces nouvelles technologies est devenue, aujourd'hui, une nécessité.

Par Réda Hadi

L'Algérie œuvre à renforcer sa sécurité alimentaire et augmenter le rendement de la production agricole à la faveur de l'existence de perspectives prometteuses et d'expériences encourageantes dans le domaine de l'agriculture de précision.
Ainsi, l'agriculture de précision repose sur la collecte de données détaillées sur les récoltes, le sol, le climat, l'environnement et autres et utilise l'intelligence artificielle pour analyser ces données en vue de prendre les décisions adéquates de manière automatisée ou avec l'intervention humaine.
Et en cela, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, promeut la nécessité à intégrer davantage les nouvelles technologies dans les activités agricoles. Et en ce sens, les orientations stratégiques du Premier ministre ont notamment pour objectif d'encourager les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants de mettre à leur disposition tous les moyens nécessaires pour les intégrer davantage dans le développement et la croissance de l'économie. Aussi des mesures importantes ont été également prises pour essayer de donner l'ensemble des commodités et des moyens nécessaires pour permettre aux chercheurs de travailler dans des conditions adéquates afin de donner des éléments de réponse aux différentes problématiques de terrain qui se posent
Selon l'agroéconomiste et formateur en IA, Brahim Lekfal, "il existe des expériences réussies dans le cadre de l'agriculture de précision basée sur l'IA dans le domaine de l'horticulture en Algérie".
"Ces expériences ont permis de quadrupler voire quintupler le rendement de certains légumes", a-t-il déclaré à l'APS, soulignant l'importance de l'intelligence artificielle dans la prévention contre les maladies des plantes.
Et d'ajouter que l'irrigation à distance est également un domaine utile, car le programme intelligent reconnait la température du sol et envoie une notification à une application téléphonique à distance, que l'agriculteur reçoit instantanément pour décide de lancer ou non le processus d'irrigation.

Expériences encourageantes

Parmi les expériences prometteuses dans le domaine de l'agriculture de précision, le projet "Sakai" lancé par Nasser Bouziani et Mourad Bouzit, deux chercheurs algériens en robotique et physique établis à l'étranger. Il s'agit de robots autonomes utilisant l'énergie solaire pour générer leur propre carburant et sont utilisés pour l'irrigation et la fertilisation profonde des racines, permettant également une distribution adéquate d'eau et d'engrais.
Ce projet innovant a suscité l'intérêt de la NASA et de plusieurs centres de recherche chinois, qui ont proposé de contribuer à son développement", ajoute le chercheur.
En somme l'agriculture ne peut pas rester en marge de ce développement extraordinaire qu'offert l'intelligence artificielle. Et ce d'autant plus que l'agriculture basée sur l'intelligence artificielle pourrait économiser près de 30% de la consommation d'eau dans le monde, tout en augmentant les rendements agricoles de 25%.
Parmi les expériences prometteuses dans le domaine de l'agriculture de précision, le projet "Sakai" lancé par Nasser Bouziani et Mourad Bouzit, deux chercheurs algériens en robotique et physique établis à l'étranger. Il s'agit de robots autonomes utilisant l'énergie solaire pour générer leur propre carburant et sont utilisés pour l'irrigation et la fertilisation profonde des racines, permettant également une distribution adéquate d'eau et d'engrais.
Ce projet innovant a suscité l'intérêt de la NASA et de plusieurs centres de recherche chinois, qui ont proposé de contribuer à son développement", ajoute le chercheur.
Les deux chercheurs considèrent que l'adoption d'un système similaire à "Sakai" au lieu de l'irrigation goutte-à-goutte et de la fertilisation de surface pourrait réduire le taux de mortalité précoce des arbres de 45 % à 15 %, d'autant plus que la fertilisation profonde est respectueuse de l'environnement et permet d'économiser l'eau.
Selon les explications des deux innovateurs, un seul robot peut irriguer et fertiliser près de 120 hectares. L'agriculture intelligente est en marche et c'est d'autant plus rassurant pour notre sécurité alimentaire

RELANCE DE L'INDUSTRIE

Ali Aoun mobilise ses troupes

Par Sirine R.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a réuni, hier mardi à Alger, les directeurs généraux et des cadres du ministère. Après avoir salué le grand rôle joué par le secteur de la production industrielle et pharmaceutique dans le développement de l'économie nationale, en termes de création de richesses et d'emplois, le ministre a appelé les cadres de son secteur à se mobiliser davantage au cours de la période à venir et à mettre en œuvre tous les efforts nécessaires pour l'achèvement des projets stratégiques, indique le ministère dans un communiqué.
Ainsi, il a souligné la nécessité de coordination et de concertation pour faire face à tous les défis auxquels le secteur est confronté. Le ministre Ali Aoun a insisté également sur la nécessité de travailler à accroitre la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut (PIB). Dans son discours d'investiture, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait tracé les grandes lignes pour booster davantage le secteur industriel.
Il a affiché sa détermination pour renaître le secteur industriel de ses cendres notamment de certains filières ayant fait le bonheur de l'Algérie durant les années 70. En effet, l'ambition du président Tebboune est de porter la contribution de l'industrie au PIB à 12% durant ce second mandat.
« Lorsque nous atteignons ce taux, ce jour là, on peut dire que l'Algérie est un pays industriel», souligne-t-il, rappelant qu'avant son arrivée au Palais d'El Mouradia, la contribution du secteur industriel ne dépassait pas les 3%, mais avec les réformes engagées, ce taux a augmenté à 5% actuellement. Donc un énorme chantier sera ouvert afin d'atteindre les objectifs fixés. Le ministre a donné des directives et instructions fermes à mettre en œuvre les instructions du Président de la République et mettre en œuvre ses obligations conformément aux décisions prises lors des réunions du Conseil des Ministres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre des contrats d'efficacité pour les dirigeants des établissements publics du secteur industriel et commercial, ainsi que des établissements sous tutelle et à accélérez le traitement des dossiers en suspens. Ali Aoun, ajoute la même source, a mis l'accent sur la nécessité d'une coordination continue entre les différents intérêts de l'administration centrale du Ministère. Enfin, le ministre a appelé chacun à intensifier les efforts pour accroître la contribution du secteur industriel au processus de relance économique, valoriser et diversifier la production locale dans tous les domaines et couvrir les besoins du marché national.

INTEMPÉRIES

La décision du Président de la République relative à l'indemnisation des sinistrés saluée

Plusieurs associations ont salué, hier lundi, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion, dimanche, du Conseil des ministres, relative à l'indemnisation des sinistrés des récentes intempéries survenues dans certaines wilayas du pays et au rétablissement, dans les meilleurs délais, des services essentiels et vitaux.
La présidente de l'Association «El Amel» pour l'action caritative et humanitaire dans la wilaya de Djanet, Samia Bekhoucha, a salué cette décision qui s'inscrit, selon elle, dans le cadre de «la poursuite de la mise en œuvre de l'approche sociale de l'Etat en faveur de ses citoyens sinistrés touchés par les crises ou les catastrophes naturelles» . Et de souligner que l'initiative du président de la République «traduit la solidarité et la cohésion entre l'Etat et ses citoyens à l'occasion des circonstances exceptionnelles.»
De son côté, le président de l'Association «Union de la jeunesse pour le bénévolat», Djihad Abouhada, a également salué cette décision, qui concrétise, a-t-il dit, «les principes de l'Etat qui œuvre à garantir à ses citoyens leur droit à l'indemnisation, notamment en cette période de rentrée sociale».
Le président de l'Association nationale «Rencontre des jeunes d'Algérie», Abdelmalek Benlaouar a, quant à lui, exprimé son soutien à cette décision qui permettra aux familles sinistrées de surmonter cette période difficile. Il a également loué les efforts des pouvoirs publics pour assurer la reprise des services notamment dans les établissements scolaires.
Pour sa part, le président de l'Association nationale des commerçants et des artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulenouar a mis en avant l'importance dont revêt la décision du Président de la République, laquelle a été «largement accueillie» par les commerçants et les artisans lésés en vue de leur permettre «de reprendre rapidement leurs activités commerciales et artisanales».
Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait ordonné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, la nécessité de rétablir, dans les meilleurs délais, les services essentiels et vitaux au bénéfice des citoyens dans toutes les wilayas impactées, y compris les transports, et d'entamer l'indemnisation des sinistrés le plus tôt possible.
Le président de la République a également ordonné la réhabilitation immédiate des ponts et des voies ferrées, les travaux devant être réalisés dans un délai n'excédant pas un mois et la déviation des oueds en ayant recours aux moyens techniques idoines pour éviter des dommages similaires et adopter des méthodes de préparation et d'anticipation de ces catastrophes naturelles.

OUARGLA

Réception d'équipements de résidences universitaires

Un lot de 700 unités d'équipements de résidences universitaires a été réceptionné à l'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla, dans le cadre de l'amélioration des conditions d'hébergement des étudiants, a-t-on appris lundi auprès de la direction des œuvres sociales universitaires (DOSU).
Destinés à équiper les différentes cités universitaires pour l'amélioration de la qualité de vie universitaire, ces équipements consistent en des mobiliers (lits, tables et chaises) et des articles de literie (matelas et couvertures), à affecter équitablement aux cités universitaires accusant un déficit en la matière, a indiqué à l'APS le directeur des œuvres universitaires, Lakhdar Youcef.
Sur un autre registre, plus de 8.000 nouveaux étudiants devront bénéficier, au titre de la nouvelle saison universitaire, de la bourse universitaire, a-t-il également fait savoir en révélant que le transport par tramway ayant jusque-là profité aux étudiants résidents, sera étendu partiellement cette saison aux étudiants externes.
L'opération ciblant cette année 3.500 étudiants externes devra toucher ultérieurement l'ensemble des étudiants, a rassuré le même responsable.

SIDI BEL ABBES

Elaboration d'un programme pour la prévention des risques d'inondations

La direction des Ressources en eau de la wilaya de Sidi Bel Abbes a élaboré un programme de prévention des risques d'inondations causées par les intempéries, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

Un programme spécial du secteur des ressources en eau, comprenant plusieurs axes principaux, a été élaboré, dans le cadre de la préparation d'un plan d'urgence de prévention des risques d'inondations causées par les intempéries et la détermination des mécanismes à mettre en œuvre, en application des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Les principaux axes du programme d'urgence sont l'épuration des avaloirs des eaux pluviales dans toutes les communes et le contrôle de tous les équipements techniques et mécaniques, en coordination avec les communes et le bureau d'assainissement, selon la même source. La direction des Ressources en eau a également fait état de la réhabilitation du canal d'eau pluviale alimentant le lac de Sidi M'hamed Benali par le remplacement des conduites vétustes, dans le cadre d'une opération de bénévolat, menée avec la participation d'associations, le nettoyage de l'échangeur d'eau pour alimenter le barrage de Sarno et la réhabilitation du canal d'eau de pluie au sud de la ville de Sidi Bel Abbes, afin d'en augmenter le débit. De plus, trois retenues collinaires d'eau d'une capacité de 6 millions de mètres cubes ont été réalisées dans la commune de Tilmouni pour protéger la partie Est de la wilaya, ainsi que deux retenues d'une capacité de 4 millions de m3 à Sidi Khaled pour la protection de la partie sud de la wilaya. Concernant le travail de sensibilisation, la même source a expliqué que l'opération se poursuit avec diverses parties et instances, telles que les mosquées et la radio locale, afin d'exhorter les citoyens à stopper le rejet anarchique des déchets et des matériaux de construction, en plus de l''interdiction de toute construction illicite sur les cours des oueds et la signalisation de tout dépassement dans la région. Dans la continuité de l'opération de préparation de la saison automnale, le wali de Sidi Bel Abbes, Samir Chibani, a donné des instructions aux chefs des dairas et aux présidents des Assemblées populaires communales (APC), afin de poursuivre l'opération de nettoyage et d'épuration des fossés en béton, des avaloirs d'évacuation des eaux pluviales, des égouts et des collecteurs au niveau de chaque commune et de chaque quartier, afin d'éviter tout problème, a-t-on conclu de même source.

NÂAMA

Ouverture de quatre nouvelles spécialités pour la session d'octobre de la formation professionnelle

Quatre nouvelles spécialités ont été incluses à la nomenclature des offres de formation proposées par la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels au titre de la session d'octobre, a-t-on appris, lundi, auprès de cette direction.
Les nouvelles spécialités appelées à répondre aux besoins du marché local de l'emploi sont celles du montage de panneaux muraux en 3D, de peinture et revêtement selon la technique Coral, de l'informatique, ainsi que celle de la technique Braille destinée aux non-voyants devant être dispensée au niveau du Centre de formation professionnelle d'El-Biod, et celle d'agent de sécurité et de prévention, a précisé le directeur du secteur Chaibraa Ahmed.
Par ailleurs, la même source a fait observer que les 15 offres de formation proposées pour la session d'octobre, dont les inscriptions se poursuivent encore, sont cataloguées dans la catégorie des spécialités prioritaires pour les besoins du marché local de l'emploi, et celles en lien avec les secteurs de l'agriculture, la construction et les travaux publics, l'électricité et l'énergie, ainsi que l'hôtellerie et les services. La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest offre, au titre de cette session, 3.432 postes de formation répartis entre le mode résidentiel (500), l'apprentissage (787), la formation par les cours du soir (215), la formation qualifiante (795), ainsi que la formation des bénéficiaires de l'allocation-chômage (1.135).
Par ailleurs, la DFEP poursuit encore ses campagnes de sensibilisation, initiée en collaboration avec ses partenaires et la société civile, en direction des jeunes de la région, afin de les inciter à poursuivre des formations qualifiantes et diplômantes dispensées dans les établissements relevant de sa tutelle, note-on.

BATNA

Lancement d'une plateforme (formation-allocation) pour les bénéficiaires de l'allocation chômage

Une plateforme numérique (formation-allocation) vient d'être lancée à Batna dans une initiative " pilote " au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage orientés vers la formation professionnelle, apprend-on lundi de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de la formation continue et de partenariat à cette direction, Hassan Benafia, a précisé que " cette plateforme a été lancée en coordination avec l'antenne de wilaya de l'emploi " qui permettra au bénéficiaire de l'allocation chômage de télécharger la convocation après avoir reçu un SMS puis la déposer au plus proche centre pour s'inscrire, tandis que toutes les procédures administratives seront engagées par la suite entre la direction de la formation professionnelle et l'antenne de wilaya de l'emploi avec ses huit annexes via la plateforme numérique.
L'objectif de cette initiative adoptée à partir de l'année de formation en cours 2024-2025 est de faciliter les procédures d'inscription à cette catégorie et de lui rapprocher le service de formation surtout que certaines annexes de l'emploi sont éloignées des centres de la formation professionnelle de nombre de communes et zones reculées, selon la même source. Cet espace ouvert et commun permet par téléconférence aux conseillers de l'orientation à l'antenne de wilaya de l'emploi et ses annexes, aux responsables de la formation à la direction de la formation professionnelle et aux responsables des centres de formation d'assurer le traitement administratif du dossier du bénéficiaire de l'allocation chômage orienté vers la formation dans un délai allant de 48 à 72 heures après la réception du SMS de l'antenne de wilaya de l'emploi, a ajouté, M. Benafia.
Selon la même source, le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage orientés vers la formation au titre de la session d'octobre 2024 a atteint dans la wilaya 2.025 jeunes répartis sur 24 centres de formation à caractère public ayant réservé 2.050 postes pédagogiques de formation pour cette catégorie.

BOUMERDÈS

Plus de 90 exposants à la Fête du raisin

Plus de 90 exposants, entre producteurs de raisin et autres intervenants dans la filière, issus de la wilaya hôte et d'autres régions du pays, participent à la 5e édition de la Fête du raisin ouverte à la maison de la culture de Boumerdès. L'animation de cette manifestation organisée par la direction des services agricoles (DSA) en coordination avec la Chambre d'agriculture, est assurée par des producteurs et des professionnels de la filière viticole, ainsi que par des représentants des instituts techniques spécialisés en vulgarisation agricole et autres organismes d'accompagnement et de commercialisation de produits phytosanitaires. Cette année, une production « importante » de plus de 4,5 millions qx de raisin est attendue, soit en nette hausse comparativement à celle de la campagne écoulée, estimée à un peu plus de trois (3) millions de qx, avec un rendement entre 250 et 260 qx/ ha », a indiqué la chargée du service de l'organisation de la production et d'appui technique (OPAT) de la DSA, Yamina Boussoussa.
Mme. Boussoussa a ajouté que les indices de récolte réalisés à ce jour sont « très encourageants et augurent d'une production abondante » de ce fruit à Boumerdès qui est leader dans la filière. La wilaya de Boumerdes occupe, en effet, la première place nationale dans la production de raisin de table, en couvrant 53 % des besoins nationaux en ce fruit, ces dernières années.
L'amélioration du rendement qui se situe, cette année, entre 260 et 270 qx/ha a entraîné l'augmentation de la production, selon la responsable de l'OPAT. La responsable a aussi expliqué cette performance par l'augmentation de la superficie productive d'environ 900 hectares cette saison, la portant à près de 20.000 hectares, outre les conditions climatiques relativement propices, la maîtrise de l'utilisation d'engrais et des traitements phytosanitaires contre les insectes et les ravageurs et l'accompagnement des services techniques de la DSA.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

L'Italie, championne d'Europe des exportations

Le modèle transalpin qui a permis au pays de se hisser au quatrième rang mondial des puissances exportatrices pourrait inspirer l'Europe pour relancer sa compétitivité.

Par Olivier Tosseri

La leader de l'Italie, Giorgia Meloni, a convié son prédécesseur au palais Chigi. La présidente du Conseil souhaite que Mario Draghi lui expose les conclusions de son rapport de 400 pages sur la compétitivité de l'Union européenne. Pour enrayer le déclin du Vieux Continent et conjurer la « lente agonie » qui le menace, l'ancien gouverneur de la BCE enjoint les membres de l'UE à renforcer leur position concurrentielle face aux Etats-Unis et à la Chine, en se concentrant davantage sur la concurrence mondiale que sur celle à laquelle ils se livrent entre eux en Europe. Plus qu'un conseil, un impératif alors qu'une guerre commerciale serait sur le point d'éclater entre Pékin et Washington à coups de droits de douane exorbitants. Face à ces deux géants, l'Europe est prise en tenaille et la péninsule a toutes les armes en main pour mener la résistance. C'est en tout cas la conviction de l'actuel gouvernement nationaliste italien qui n'a pas hésité à rebaptiser le ministère des Entreprises en ministère du Made in Italy. Un étendard brandi avec fierté quel que que soit d'ailleurs le président du Conseil, toujours fier de proclamer qu'à l'instar de l'Europe, si l'Italie est un nain politique, elle est une puissance économique. Exportatrice plus précisément. Les exportations transalpines, exprimées en valeur, ont atteint l'an dernier un record frôlant les 630 milliards d'euros. Alors que déficits et dettes sont les maîtres mots des finances du pays, sa balance commerciale a enregistré un excédent de 34,4 milliards d'euros en 2023. En cette rentrée où l'Allemagne affiche des résultats économiques décevants, l'Italie s'enorgueillit d'être le meilleur élève de la classe européenne. Au cours du premier semestre 2024, les exportations italiennes avaient pour la première fois dépassé celles du Japon, permettant au pays de devenir le quatrième exportateur mondial. En excluant le secteur automobile, qui représente de 10 à 15 % des exportations du Japon, de l'Allemagne et de la Corée du Sud, mais qui ne constitue que 3 % du commerce mondial, la Botte est le quatrième exportateur dans 97 % des échanges commerciaux mondiaux. Une annonce qui fait l'effet d'un coup de pied dans la fourmilière des chantres du déclinisme, entonnant le requiem d'une économie italienne à l'agonie depuis deux décennies. Ceux qui assurent qu'elle sera l'une des premières victimes du déchaînement d'une compétition globale faisant fi des règles pourraient être détrompés. Au cours de la dernière décennie, les exportations made in Italy ont été les plus dynamiques du G7 et ont augmenté en dollars courants de 48 %, soit près du double de celles de la France (+28 %) et de l'Allemagne (+27 %) et plus du triple de celles nippones (+15 %) et britanniques (+12 %). Elles ont également prévalu sur celles de deux pays bénéficiant de la grande disponibilité des matières premières et de l'énergie et de la récente hausse des prix, comme le Canada (+38 %) et les Etats-Unis (+34 %). Des résultats flatteurs pour un pays qui aime se décrire et se complaire dans l'image d'une nation vieillissante dont l'appareil productif souffre de sa faible productivité et accuse des retards sur ses concurrents en termes de technologie et d'innovation. Certes, la péninsule ne dispose pas de grands groupes internationaux ni de productions de masse en série. Mais les trois quarts de ses exportations manufacturières reposent sur un dense réseau de 26.860 entreprises de moyenne et grande taille, employant entre 50 et 1.999 salariés au sein de près de 160 districts industriels. De l'habillement à l'agroalimentaire, de la petite mécanique aux machines-outils, elles sont souvent les principaux sous-traitants des géants français du luxe LVMH (propriétaire des « Echos ») et Kering, ainsi que de l'industrie allemande, en particulier automobile. Ce sont les fameuses « multinationales de poche » où l'innovation est à la pointe et la productivité supérieure à celles des partenaires/rivaux européens. Mais leur principale force réside dans la très grande variété aussi bien de leurs exportations que de leurs clients. L'Italie détient ainsi le primat mondial de la diversité de produits exportés et du nombre de pays auxquels ils sont destinés. Les 100 premiers produits made in Italy assurent 40,1 % de ses exportations, contre 50,5 % pour la France et 67,6 % pour la Corée du Sud. Cette flexibilité explique la grande résilience du commerce transalpin face aux chocs majeurs du lustre qui vient de s'écouler de la pandémie aux tensions au Moyen Orient sans oublier la guerre russoukrainienne et la flambée du prix des matières premières. A lors que le modèle allemand reposant sur les fournitures énergétiques russes à bon marché et le formidable débouché commercial chinois est devenu obsolète, le « modèle italien » pourrait inspirer l'UE pour relancer sa compétitivité. Celui du succès des exportations basées sur la qualité, l'innovation et la diversité des produits. Mais à Rome comme à Bruxelles il ne peut réussir qu'en mettant en place une véritable stratégie industrielle bénéficiant d'investissements massifs dans l'innovation et une intégration plus poussée à l'échelle de l'Europe.

Source : Les Echos

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Le programme économique de Kamala Harris manque de mesures fortes

Par Sylvain Bersinger

Le programme économique de Kamala Harris, s'il ne comporte pas les absurdités de son rival républicain, manque de mesures fortes et audacieuses. Kamala Harris, vice-présidente depuis quatre ans, peut mettre en avant le bilan économique, globalement favorable du mandat de Joe Biden. Cependant, la hausse de l'inflation a pesé sur la popularité du président démocrate, c'est probablement pourquoi Kamala Harris centre son programme sur des mesures de soutien au pouvoir d'achat financées par l'endettement public, et par un prétendu contrôle des prix considérés comme abusifs, qui semble plus relever de la stratégie électorale que d'une stratégie économique concrète.

Ainsi, le programme économique de la candidate démocrate, s'il ne comporte pas les dangers de celui de Donald Trump (guerre commerciale, perte d'indépendance de la Fed) ne semble pas en mesure de répondre aux points faibles structurels de l'économie américaine.

Dans la continuité des « Bidenomics »

Kamala Harris, vice-présidente depuis 4 ans, se place dans la continuité de la politique menée par Joe Biden, qui a été un succès mitigé. La forte croissance sous la présidence Biden est indéniable, mais elle a été obtenue au prix d'une stimulation budgétaire élevée. La politique de réindustrialisation est, à ce stade, un échec.

- Une croissance soutenue. La croissance américaine a été incontestablement soutenue depuis quatre ans. Même en ajustant par l'évolution de la population (qui tend à croître plus vite aux Etats-Unis que dans les autres pays occidentaux), la croissance des Etats-Unis a été incontestablement vigoureuse et le chômage a été faible.

Une croissance dopée à la dépense publique. La forte croissance américaine peut, en partie, s'expliquer par un soutien budgétaire élevé. Joe Biden (comme la plupart des présidents de ces dernières décennies) a clairement soutenu l'activité économique par des dépenses publiques élevées. Cela s'observe notamment en 2023, avec un fort creusement du déficit public alors même que l'économie était revenue au plein-emploi après la crise sanitaire.

La politique de réindustrialisation est un échec (pour l'instant). Joe Biden a mis en avant une politique massive de soutien à l'industrie américaine, via par exemple des crédits d'impôt, des aides à l'investissement ou des mesures protectionnistes (aide à l'achat d'une voiture électrique, uniquement, si elle est fabriquée aux États-Unis par exemple). Ces mesures, réunies notamment dans le « Build Back Better Act » (BBBA) et l'Inflation Reduction Act (IRA), mettent en jeu des montants supérieurs à 1 000 milliards de dollars sur 10 ans.

Il en a résulté une explosion des dépenses de construction d'usines qui pourrait laisser conclure à une réussite de cette politique. Cependant, la production manufacturière stagne, alors que la hausse des investissements a débuté, il y a près de trois ans. Il est encore trop tôt pour conclure définitivement entre la réussite (les investissements prennent de longues années avant d'accroître réellement la production) ou l'échec (les aides généreuses ont conduit à financer des projets coûteux et inutiles) de cette politique, mais, à ce stade, la réindustrialisation américaine n'est pas à l'œuvre.

Un soutien au pouvoir d'achat

Le programme économique de Kamala Harris, qui ne comporte pas de mesures radicales, mise surtout sur un soutien au pouvoir d'achat, financé notamment par le déficit public. Ce programme manque de mesures phares sur les points faibles structurels de l'économie américaine (infrastructures vieillissantes, difficultés de l'industrie, faiblesse du système de santé ou d'éducation par exemple). Les nouvelles mesures proposées se résument principalement, de manière assez électoraliste, à soutenir le pouvoir d'achat par la hausse du déficit public et à promettre un contrôle des prix difficilement applicable dans la pratique.

- Les principales propositions de Kamala Harris portent sur le soutien au pouvoir d'achat. Malgré une croissance dynamique, le pouvoir d'achat médian a souffert de la hausse de l'inflation. En 2023, le revenu réel des Américains n'avait pas tout à fait rattrapé son niveau de 2019, une évolution qui a pesé sur la popularité de Joe Biden. En conséquence, Kamala Harris propose des mesures de soutien aux ménages, comme une suppression des taxes sur les pourboires, des crédits d'impôts pour l'achat ou la construction d'une maison, ainsi que la baisse de nombreuses taxes sur les ménages (notamment ceux ayant des enfants). Il s'agit cependant de mesures de court terme financées par un creusement des déficits publics. Cette stratégie, qui peut être pertinente en temps de crise pour relancer la consommation des ménages, est moins pertinente en période de chômage faible et de croissance soutenue.

Source : La Tribune

LE CASSE-TÊTE DES COMPTES EN DEVISES EN TUNISIE

Entre obstacles et opportunités

La gestion des comptes en devises en Tunisie demeure un sujet complexe, et pour de nombreux citoyens et entreprises, c'est un véritable casse-tête. Entre les restrictions sévères, les limites imposées pour les voyageurs à l'étranger, et les lourdeurs administratives, les Tunisiens se heurtent à des obstacles qui affectent autant leur quotidien que leur compétitivité sur le plan international. Pourtant, à l'heure de la mondialisation et du développement numérique, la demande pour plus de flexibilité et de facilité dans la gestion des devises n'a jamais été aussi forte.

En Tunisie, l'accès aux comptes en devises pose de nombreux défis, non seulement pour les particuliers, mais aussi pour les entreprises. En dépit de l'ouverture progressive de l'économie tunisienne sur le monde, la réglementation des changes reste une barrière importante pour ceux qui cherchent à gérer leurs transactions internationales. Entre les restrictions sur l'accès aux devises, les limitations imposées pour les voyages à l'étranger et les défis que rencontrent les entreprises exportatrices, les Tunisiens se heurtent à des obstacles qui affectent leur quotidien ainsi que le dynamisme de l'économie.

En effet, seuls certains profils peuvent ouvrir des comptes en devises. Les résidents n'ayant pas de revenus en devises, à l'instar des salariés locaux ou des indépendants ne travaillant qu'à l'échelle nationale, sont exclus de cette possibilité. Les comptes en devises sont principalement réservés aux exportateurs, aux expatriés ou encore aux Tunisiens qui perçoivent des revenus de l'étranger. Cette limitation freine la capacité de nombreux Tunisiens à accéder aux avantages liés à la détention de devises, qu'il s'agisse de diversification des épargnes ou de facilitation des transactions internationales.

Sarra, une jeune entrepreneuse tunisienne dans le secteur du design, a tenté d'ouvrir un compte en devises pour faciliter ses transactions avec ses clients européens. « Je n'arrive pas à trouver une solution viable. Les banques exigent des justificatifs que je ne peux fournir, car je n'ai pas de revenus stables en devises. Pourtant, mes clients à l'étranger préfèrent me payer en euros, ce qui complique mes échanges et retarde souvent mes paiements. Je perds du temps et de l'argent », confie-t-elle.

EGYPTE

Le Caire veut introduire United Bank en Bourse d'ici mars 2025

Le gouvernement égyptien espère tirer 3,6 milliards $ d'ici la fin de l'exercice financier en cours, qui se termine en juin 2025, de la vente de ces actifs, afin de renflouer ses caisses et de faire face à une pénurie de devises étrangères qui continue de fragiliser son économie.

Le gouvernement égyptien prévoit d'introduire en bourse United Bank, l'une des banques publiques, avant fin mars 2025. Cette décision s'inscrit dans le cadre de son programme de cession d'actifs publics pour stabiliser une économie en difficulté, fortement affectée par une crise des devises.

La Banque centrale d'Egypte, propriétaire de United Bank à 99,9 %, a précisé qu'elle attend le feu vert de la Bourse du Caire et de l'Autorité de régulation financière, sans toutefois préciser la taille des participations étatiques qui seront mises sur le marché.

United Bank a vu ses actifs passer de 72 milliards à 106 milliards de livres égyptiennes (soit environ 2,2 milliards $) entre 2021 et juin 2023, ce qui la classe parmi les 10 principales banques du pays en termes d'actifs. Son bénéfice net a augmenté à 1,74 milliard de livres (environ 35 millions $) en 2023 contre 1,15 milliard deux ans plus tôt. Comptant 68 agences, 225 distributeurs automatiques et 1800 salariés, la banque fait partie du plan de cession destiné à attirer des liquidités.

En mars 2023, la Banque centrale a envoyé une demande de propositions aux banques d'investissement pour obtenir des conseils sur cette opération, après l'échec des discussions avec le fonds souverain saoudien, qui n'a pas donné suite à l'acquisition de United Bank en raison de désaccords sur sa valorisation.

United Bank n'est pas la seule banque sur la liste des cessions potentielles. Elle est accompagnée de l'ArabAfrican International Bank et de Banque du Caire, inscrites en début d'année sur une liste d'actifs à vendre dans le cadre d'un plan de privatisation. L'objectif est de lever 3,6 milliards $ en vendant des actifs publics, d'ici la fin de l'exercice financier en juin 2025, en ligne avec l'engagement pris par les autorités égyptiennes dans le cadre d'un plan de soutien financier global étendu à 8 milliards $, signé en mars avec le Fonds monétaire international (FMI). En parallèle, le gouvernement prévoit de céder des actifs supplémentaires représentant 0,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Cette vague de privatisations fait partie des mesures prises par le gouvernement pour remédier à la pénurie de devises, aggravée par le retrait des investissements étrangers à la suite de la guerre en Ukraine.

Le ministère des Finances a récemment annoncé la vente des 20 % de parts restantes dans AlexBank, détenues par l'Etat, après que 80 % de l'établissement ont été acquis par l'italienne IntesaSanpaolo en 2006. D'autres actifs pourraient suivre : la Housing and Development Bank, où l'Etat détient 59,5 %, est également citée parmi les potentielles futures ventes, selon certains analystes. L'Etat continuera toutefois de maintenir de fortes participations dans le secteur bancaire, notamment dans les banques majeures, telles la National Bank of Egypt (NBE) et Banque Misr.

Le Caire veut lever 3 milliards $ sur les marchés internationaux de la dette

L'émission d'obligations libellées en dollars sur les marchés internationaux a été évoquée par le ministre égyptien des Finances, lors d'une série de réunions avec des investisseurs, à Londres à la mi-septembre.

L'Egypte prévoit de mobiliser jusqu'à 3 milliards de dollars sur les marchés internationaux de la dette, d'ici la fin de l'exercice 2024/2025 (juillet-juin), a rapporté Bloomberg le vendredi 20 septembre, citant des sources proches du dossier.

Ce montant devrait être levé grâce à plusieurs émissions d'obligations libellées en dollars, ont précisé ces mêmes sources, indiquant que le ministre égyptien des Finances, Ahmed Kouchouk (photo), a évoqué ces opérations lors d'une série de réunions tenues avec des investisseurs internationaux à Londres à la mi-septembre.

L'Egypte, dont la dernière émission d'euro-obligations remonte à 2021, pourrait ainsi devenir le sixième pays africain à sortir sur les marchés obligataires internationaux depuis le début de l'année en cours, après la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Bénin, le Sénégal et le Cameroun.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh récompense les meilleures startups de l'économie bleue

Le ministère saoudien de l'économie et de la planification a annoncé les 15 gagnants du défi UpLinkRegenerative Blue Economy Challenge.

Les lauréats, dont les noms ont été révélés lors du Sommet de l'avenir de l'ONU à New York ce week-end, ont présenté des solutions innovantes pour protéger et restaurer les océans et relever les défis de leur durabilité, a rapporté l'agence de presse saoudienne (SaudiPress Agency).

Ils ont été choisis parmi 203 candidatures de startups du monde entier pour leurs contributions révolutionnaires à la lutte contre la pollution marine, à la promotion de la restauration des écosystèmes et du ré-ensauvagement, et à l'accélération des solutions climatiques basées sur les océans.

La cohorte gagnante bénéficiera d'opportunités exclusives de mise en réseau, d'un soutien ciblé, d'une visibilité accrue et d'une part du prix de 300 000 francs suisses (353 000 dollars) pour poursuivre le développement de ses projets.

Ils rejoindront un programme de soutien pour développer leur travail, avec l'appui de partenaires de l'écosystème offrant des conseils commerciaux, un accès au marché, des opportunités d'événements mondiaux, ainsi que des subventions et des investissements financiers.

Les cinq meilleurs finalistes présenteront leurs projets à un jury de haut niveau composé de représentants de l'Arabie saoudite et d'organisations internationales.

Les trois projets les mieux notés recevront un financement supplémentaire et seront admis au programme d'accélération UpLink, qui offre un soutien ciblé pour développer davantage leur travail.

Le défi de l'économie bleue régénératrice est financé par le ministère saoudien et dirigé par WAVE et Friends of Ocean Action, ainsi que par divers partenaires de l'écosystème.

LIBYE

Eni convoite de nouveaux gisements pétroliers dans le bassin de Ghadamès

Le bassin de Ghadamès est l'une des zones pétrolières onshores les plus prolifiques du territoire libyen. Bien que sous-exploité, ce périmètre a vu la découverte d'un gisement par la société publique du pétrole (NOC) en mai 2023.

La major pétrolière italienne Eni cherche à accroître son influence dans l'industrie pétrogazière de la Libye. Selon des informations relayées lundi 23 septembre, Eni prévoit de lancer des activités de prospection pétrogazière dans le bassin de Ghadamès, une zone d'intérêt de 390 000 km² située dans le nord-ouest du pays.

« L'exploration est l'un des principaux piliers de toute activité en amont. Nous n'avons jamais cessé d'examiner la Libye du point de vue de l'exploration et nous sommes impatients de relancer les activités sur ce site », a déclaré Martina Opizzi, responsable de la région Afrique du Nord et Levant d'Eni, lors d'un événement sur l'énergie, tenu à Rome.

Concrètement, les travaux de prospection envisagés par la multinationale concernent notamment les zones d'exploration A et B du bassin de Ghadamès. Parallèlement, Eni prévoit une campagne de forage en mer dans le bassin de Syrte d'ici à la fin de l'année prochaine. En Libye, où sa production d'hydrocarbures atteint 62 millions de barils équivalents pétrole par an, Eni vise la monétisation de ressources pétrogazières non encore exploitées, évaluées à « plus d'un milliard [de barils, Ndlr] ».

MADAGASCAR

La BAD accorde 67 millions $ pour renforcer sa gouvernance économique

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a accordé, le 20 septembre 2024 à Abidjan, un prêt de 67,3 millions de dollars américains à Madagascar pour mettre en œuvre la première phase de son programme d'appui à la gestion financière et à la résilience économique pour la période 2024-2025.

Ce prêt du Fonds africain de développement, guichet concessionnel du Groupe de la Banque, comprend un financement de la Facilité d'appui à la transition.
« Le programme vise à contribuer à la création des conditions favorables à une croissance économique forte et inclusive par le renforcement de la gouvernance économique et financière et l'amélioration de la résilience économique », a indiqué Adam Amoumoun, responsable du bureau pays de la Banque africaine de développement à Madagascar. « Il appuie les autorités malgaches dans la mise en œuvre des réformes prioritaires de la Politique générale de l'État (PGE) 2024-2028 et la Nouvelle politique énergétique (NPE) de Madagascar pour 2015-2030. Il permettra ainsi de remédier au déficit d'investissement par l'élargissement de l'espace budgétaire en dégageant des ressources supplémentaires pour la relance économique, tout en améliorant la gouvernance du secteur de l'énergie », a-t-il précisé.
Le programme prévoit d'appuyer le déploiement du Système d'administration fiscale intégré (SAFI) en vue de moderniser la gestion des taxes, de dématérialiser les opérations fiscales, de faciliter la collecte des recettes et la gestion des contribuables, et de lutter contre la fraude fiscale. Il soutiendra aussi la création d'un registre national des bénéficiaires effectifs des personnes morales et constructions juridiques afin d'identifier les personnes physiques contrôlant réellement les entreprises et de faciliter les enquêtes en cas de corruption.
S'agissant de l'amélioration de la gouvernance du secteur énergétique, le programme prévoit de soutenir le Plan d'actions de la JIRAMA (entreprise publique de services d'électricité et d'eau à Madagascar) et d'amélioration de la performance technique et financière à court terme afin de réduire les transferts de l'État en direction de la JIRAMA.
Le programme bénéficiera en priorité à la population malgache en créant un meilleur cadre réglementaire de promotion des investissements et de développement de projets en partenariat public-privé (PPP), ainsi qu'une meilleure gouvernance sectorielle, notamment dans l'énergie. Cela permettra d'améliorer le climat des affaires et d'attirer les investissements dans les secteurs créateurs d'emplois.

BOAD

10 millions $ pour électrifier les zones rurales du Togo

En 2023, le taux de couverture électrique du Togo était de 66%. Avec le nouveau financement, ce sont 172 localités qui seront impactées grâce à une extension du réseau de distribution.
Le Togo va bénéficier d'un nouveau financement de la BOAD, informe Togo The First. A l'issue de la 143e session de son conseil d'administration, l'institution financière sous-régionale a approuvé l'allocation de 6 milliards FCFA (10,17 millions $) destinés à renforcer l'électrification rurale.
Au total, le bras financier des pays de l'Uemoa a validé 105,6 milliards FCFA comme nouveau financement pour soutenir les économies de la zone. Ceci porte à 8854,3 milliards FCFA, le total des financements débloqués en faveur des économies de l'union, depuis 1976, année de démarrage de ses activités.
Avec ce nouveau financement, ce sont 172 localités qui seront impactées, à travers l'extension du réseau de distribution, en ligne avec l'ambition de couverture universelle en électricité portée par le gouvernement togolais à l'horizon 2030. En 2023, le taux de couverture était de 66 %.
Avec ce financement qui doit permettre d'injecter 9,3 GWh supplémentaires dans le réseau dès la première année, 35 000 habitants pourraient avoir accès à l'électricité. Les travaux devraient permettre la création de plus de 600 emplois directs et indirects.

RWANDA

Accord de garantie de 10 millions $ conclu au profit des PME

Dans l'optique de soutenir la Banque de Kigali dans le financement des PME, un accord de garantie partiel a été signé avec l'ambassade de Suède. L'initiative soutiendra des secteurs clés de l'économie locale, avec des offres de financement flexibles.
La banque commerciale rwandaise, Banque de Kigali, a conclu le vendredi 20 septembre 2024, un accord de garantie de portefeuille de prêts d'un montant de 10 millions $, avec l'ambassade de Suède au Rwanda. La facilité garantira 70 % de chaque prêt émis dans le cadre de ce portefeuille.
Sont éligibles à ce financement, des petites et moyennes entreprises (PME) évoluant dans l'agriculture, l'énergie et le logement durable, l'hôtellerie et la construction, la logistique et la gestion des déchets. Elles bénéficieront de crédits compris entre 5000 et 350 000 $, et assortis de conditions flexibles de remboursement allant de 3 à 60 mois. La ressource soutiendra leurs activités ainsi que leur croissance.
En sa qualité de partenaire, l'institution financière rwandaise Access to Finance, fournira une assistance technique à la Banque de Kigali, et collaborera avec elle, en vue d'une utilisation optimale de la garantie.
Selon Jean-Bosco Iyacu, directeur général d'Access to Finance Rwanda, ce partenariat renforce les efforts continus de la banque en vue de canaliser davantage de capitaux vers le secteur des PME. « Ce programme de garantie de portefeuille axé sur les PME répond aux contraintes de garantie auxquelles sont principalement confrontées les PME détenues par des jeunes et des femmes au Rwanda. Nous pensons qu'il jouera un rôle crucial dans la croissance de ces entreprises », a-t-il déclaré.
Bien qu'elles représentent 90 % du secteur privé et 60 % de tous les emplois en Afrique, les PME sont généralement perçues comme risquées par les institutions financières, ce qui limite leur accès aux financements. L'un des mécanismes visant à réduire ce risque est le partage des risques à travers lequel les banques collaborent avec des organismes et institutions financières internationales pour réduire leur exposition aux risques associés aux prêts octroyés aux PME.
Au Rwanda, l'octroi de garanties participe à rendre plus viables les PME, tout en soutenant leur croissance.

CÔTE D'IVOIRE

25 millions $ de la BOAD pour IvoryCocoa Product

Avec près de 2 millions de producteurs impliqués dans la filière, le cacao est une source importante de revenus pour des millions de personnes en Côte d'Ivoire. Le pays s'efforce de renforcer la transformation locale pour maximiser la création de valeur ajoutée.
Le Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a approuvé, le 20 septembre, un prêt à court terme de 15 milliards Fcfa (25,5 millions $) en faveur de IvoryCocoa Product (ICP). Cette somme servira à financer l'acquisition de 7 500 tonnes de fèves de cacao pour la campagne 2024-2025, a indiqué l'institution de financement.
Basée à San-Pédro, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, ICP est devenue un acteur majeur de la transformation du cacao, avec une capacité de broyage annuelle de 80 000 tonnes. L'entreprise revendique la troisième place au classement national des broyeurs.
Ce soutien financier devrait consolider environ 5 000 emplois indirects et 170 emplois permanents, selon les attentes de la BOAD. La filière cacao, essentielle pour l'économie ivoirienne, représente environ 20 % du PIB, 45 % des recettes d'exportation, et fait vivre plus de 6 millions de personnes dans le pays. En 2023, les recettes à l'exportation de cacao ont franchi la barre des 2 000 milliards Fcfa (3,4 milliards $), ce qui conforte la position du cacao comme première source de devises pour l'économie.
Le marché mondial des produits à base de cacao (masse, beurre, poudre et gâteau) connaît une croissance soutenue, avec une progression annuelle moyenne de 4,1 % entre 2018 et 2023. Cette dynamique devrait se poursuivre, avec des prévisions qui atteignent 160,9 milliards de dollars d'ici 2027 pour le marché du chocolat. En Côte d'Ivoire à l'export, la transformation locale du cacao a généré 53 % de revenus de plus que l'exportation brute en 2023. Actuellement, 31 % des fèves produites dans le pays sont transformées localement, et les autorités ambitionnent de porter ce chiffre à 100 % d'ici 2030.
« La Côte d'Ivoire compte 12 entreprises qui disposent de 14 usines pour la transformation primaire, le broyage du cacao en masse de cacao, en beurre de cacao et autres. A moyen terme, les capacités de broyage s'élèveront à 1 176 040 tonnes, au regard des nombreux projets de construction d'unités de transformation en cours », expliquait le ministre en charge de l'agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani, l'an dernier.

BOURSE DE PARIS

S'envole après la présentation du «plan» chinois

La Bourse de Paris débute la séance en forte hausse mardi matin, la mise en place en Chine d'une série de mesures destinées à soutenir l'économie et les marchés financiers alimentant le retour vers les actifs risqués.
L'indice CAC40 prend 1,5% vers 7620 points.

Pékin a dévoilé dans la nuit tout un ensemble d'initiatives allant d'une baisse des taux hypothécaires pour les prêts immobiliers existants à une prochaine réduction du ratio des réserves obligatoires.
La banque centrale chinoise prévoit par ailleurs de créer de nouveaux outils de politique monétaire afin de soutenir le marché boursier et d'encourager les fonds à se diriger vers les marchés de capitaux.
La perspective d'une relance de l'économie chinoise a permis à l'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong de grimper de 3,5%, tandis que l'indice CSI des grandes capitalisations de Chine continentale s'adjugeait plus de 3,7%.
Hier, le marché parisien avait terminé la première journée de la semaine sans grande direction, pour afficher un gain minime de 0,1% à 7508,1 points.
Pour mémoire, le CAC a rebondi de plus de 5% depuis son plancher annuel du 6 septembre, soutenu à la fois par les baisses des taux de la part de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Réserve fédérale américaine.
Si l'indice vedette a opéré un mouvement décisif en repassant au-dessus de la barre des 7500 points et si la dynamique économique est à l'évidence haussière en ce moment, la prudence pourrait toutefois limiter les écarts avant la série d'indicateurs attendue dans les jours qui viennent.
A Wall Street, la séance sera essentiellement animée par l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui devrait avoir progressé en septembre sous l'effet de l'action accommodante de la Fed.
En Europe, les investisseurs ont pris connaissance dans la matinée de l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne. Il a reculé de 86,6 en août à 85,4 en septembre, un niveau inférieur au consensus (86,1) selon Capital Economics, mais proche de sa propre prévision (85,5).
La Bourse de New York avait démarré la semaine en mode prudent hier, les investisseurs n'ayant pas voulu trop s'engager avant les chiffres de l'inflation prévus à la fin de la semaine.
Le Dow Jones (+0,1%) et le S&P 500 (+0,3%) ont néanmoins inscrit de nouveaux plus hauts historiques de clôture, tandis que l'indice Nasdaq progressait d'un peu plus de 0,1%.
La tendance a également été freinée par un accès de nervosité sur le compartiment obligataire, avec un papier à 10 ans qui a flirté avec le seuil de 3,80% hier.
Si la décision de la Fed de 'frapper fort' en abaissant ses taux de 50 points de base la semaine dernière a dopé les marchés boursiers, l'incertitude concernant l'évolution future de sa politique détourne les investisseurs des emprunts d'Etat.
'Le message envoyé par les marchés est très clair', juge Michael Brown, stratégiste chez Pepperstone.
'Le compartiment obligataire estime que la Fed a agi (...) trop fort, trop vite, alors que l'économie américaine demeure fondamentalement solide, sachant que la croissance demeure robuste et que l'inflation évolue toujours au-dessus de son objectif-cible', souligne l'analyste.
Pour Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM, cette dynamique illustre simplement le fait que de l'argent frais se dirige désormais vers les actions.
'Comme anticipé, les capitaux placés dans les fonds monétaires commencent progressivement à être alloués sur le marché d'actions, à la recherche de rendements supérieurs', explique-t-il.
'Selon Bloomberg, lors de la semaine passée, 20 milliards de dollars sont sortis des fonds monétaires', poursuit le stratège.
'C'est un niveau hebdomadaire inédit depuis le mois de juin', ajoute-t-il.
'Ce mouvement de fond devrait perdurer dans les mois à venir et soutenir la dynamique haussière des actions', conclut le stratège de Pictet.

APRÈS DES MESURES DE RELANCE EN CHINE

La Bourse de Hong Kong bondit de plus de 3%

La Bourse de Hong Kong a bondi de plus de 3% mardi à la mi-journée, portée par des mesures de relance de la deuxième économie mondiale dévoilées par la Banque centrale de Chine. L'indice Hang Seng s'est envolé de 3,16%, pour atteindre 18.822,84 points, tandis que l'indice composite de Shanghai a gagné 2,38% à 2.814,30 points. L'indice composite de Shenzhen, la deuxième Bourse de Chine, a avancé aussi de 2,35% à 1.531,99. Les places boursières saluent une série de mesures fortes visant à relancer l'économie chinoise en difficulté. Pékin va réduire le taux de réserve obligatoire que les banques doivent détenir et baisser des taux clés, afin de stimuler les prêts et relancer son économie, a annoncé mardi le chef de la Banque centrale Pan Gongsheng. Cette annonce représente "le plan de relance le plus important depuis les premiers jours de la pandémie", a déclaré Julian Evans-Pritchard, analyste spécialiste de l'économie chinoise chez Capital Economics.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Septembre 2024
Valeur : 25 Septembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.4913	132.5063
1	EUR	EURO	147.0521	147.0820
1	GBP	POUND STERLING	175.6946	175.7378
100	JPY	JAPANESE YEN	92.1935	92.2104
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7710	18.7739
1	CHF	SWISS FRANC	155.5793	155.6151
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.5492	97.5674
1	DKK	DANISH KRONE	19.7142	19.7173
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.9570	12.9623
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5990	12.6037
1	AED	UAE DIRHAM	36.0697	36.0777
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3065	35.3124
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.1130	434.4469
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3722	43.8081
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6777	13.6792
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8501	27.9933
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3366	3.3470
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.1085	179.1085

L'Europe portée par les mesures de relance en Chine

Les principales Bourses européennes sont dans le vert mardi en matinée dans le sillage de la forte hausse des places asiatiques après l'annonce de mesures de relance économique en Chine.
À Paris, le CAC 40 prend 1,12% à 7.592,42 points vers 07h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,49% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,78%.
L'indice EuroStoxx 50 progresse de 1,0%, le FTSEurofirst 300 de 0,80% et le Stoxx 600 de 0,63%.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture quasi inchangée pour le Dow Jones et le Standard & Poor's 500, tandis que le Nasdaq pourrait grignoter 0,11%. Les investisseurs outre-Atlantique sont dans l'attente de la publication vendredi de l'indice mensuel des prix PCE, mesure préférée de l'inflation par la Réserve fédérale américaine (Fed).
En chine, la banque centrale a dévoilé mardi son plus important plan de relance depuis la pandémie de COVID-19 pour sortir l'économie de sa phase déflationniste et la ramener vers l'objectif de croissance du gouvernement. Cela se traduira notamment une réduction des réserves obligatoires imposées aux principales banques du pays et des taux d'intérêt.
Cette annonce a propulsé l'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) à un sommet depuis avril 2022.
En Europe, les secteurs du luxe (+2,37%), des ressources de base (+4,18%) et de l'énergie (+0,45%) sont portés par la perspective d'une accélération de la croissance de la deuxième économie mondiale.
Dans l'actualité des entreprises, TUI avance de 2,24%. Le premier voyagiste européen a confirmé mardi ses prévisions annuelles et ses objectifs à moyen terme après une bonne saison estivale.
DHL prend 2,15% après avoir dit viser une croissance de 50% de son chiffre d'affaires d'ici 2030.
Le groupe d'ingénierie britannique Smiths Group chute de plus de 6% après avoir fait état d'une baisse de son bénéfice annuel.
A Paris, Legrand abandonne 2,15% après avoir annoncé anticiper un chiffre d'affaires compris entre 12 et 15 milliards d'euros d'ici 2030, tandis que Stellantis gagne 1,27%, le constructeur ayant laissé la porte ouverte à un renouvellement du mandat de son directeur général.

CHINE

De nouvelles mesures pour relancer l'économie au ralenti depuis la sortie du covid

La Banque centrale chinoise a annoncé mardi de nouvelles mesures de relance de la consommation et de l'immobilier, espérant faire enfin redémarrer la deuxième économie mondiale.

Plus d'un an et demi après la levée des restrictions sanitaires qui pénalisaient l'économie du géant asiatique, la reprise post-Covid tant espérée a été brève et moins robuste qu'escompté.
Le pays reste notamment pénalisé par la crise de l'immobilier, un chômage élevé chez les jeunes et une consommation des ménages atone, tandis que la menace de déflation pèse aussi. Les autorités chinoises visent une croissance du PIB d'environ 5% en 2024, un objectif jugé optimiste par nombre d'économistes en raison des difficultés actuelles.

Ajustements des taux d'intérêt

Pékin va "réduire le ratio de réserve obligatoire (RRR) et le taux d'intérêt directeur, et faire baisser le taux d'intérêt de référence du marché", a annoncé mardi Pan Gongsheng, chef de la Banque centrale, lors d'une conférence de presse à Pékin.
"Le ratio de réserve obligatoire sera très prochainement réduit de 0,5 point de pourcentage afin de fournir aux marchés financiers des liquidités à long terme pour environ 1.000 milliards de yuans" (128 milliards d'euros), a-t-il ajouté.
La Chine va également "réduire les taux d'intérêt des prêts hypothécaires existants et unifier les ratios d'acompte pour les prêts hypothécaires", a encore annoncé le chef de la Banque centrale.
Cela "poussera les banques commerciales à baisser les taux d'intérêt des prêts hypothécaires existants à un niveau proche des taux d'intérêt des prêts nouvellement émis".

Promoteurs au bord de la faillite

Les Bourses de Hong Kong et Shanghai ont réagi positivement à ces annonces et étaient en hausse mardi matin.
Le secteur du logement et de la construction a longtemps représenté plus d'un quart du PIB de la deuxième économie mondiale, mais il souffre depuis 2020 d'un durcissement par Pékin des conditions d'accès au crédit pour les promoteurs immobiliers, afin de réduire leur endettement. Ce durcissement a poussé certains promoteurs au bord de la faillite (Evergrande, Country Garden...) tandis que les prix en chute dissuadent les Chinois d'investir dans la pierre.
Ces derniers mois, les autorités chinoises ont multiplié les mesures de relance: en mai, elles avaient ainsi réduit l'apport nécessaire à un premier achat et proposé que les autorités locales rachètent des logements non vendus ou non livrés.

"Risques contrôlables"

Premières victimes de cette crise immobilière, les gouvernements des provinces chinoises sont confrontés à un endettement croissant de 5.600 milliards de dollars (5 milliards d'euros), selon le gouvernement central, ce qui alimente les inquiétudes quant à la stabilité de l'économie dans son ensemble.
Pékin va "coopérer de façon active à la résolution des risques liés à l'immobilier et à la dette des gouvernements locaux", a assuré mardi Li Yunze, directeur de l'Administration centrale de régulation financière, s'exprimant au côté du chef de la Banque centrale.

ITALIE

Les déficits publics en 2023 et 2022 revus en baisse

Les déficits publics de l'Italie en 2023 et 2022 ont été revus en baisse, en raison de nouvelles méthodes de calcul, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat) italien.
Le déficit enregistré en 2023 a été ramené à 7,2% du produit intérieur brut (PIB), contre 7,4% estimés en avril. En 2022, le déficit s'est réduit à 8,1%, contre 8,6% auparavant. Cette année, Rome compte diminuer le déficit à 4,3% du PIB. Le ratio de la dette publique a été, également, baissé pour 2023, passant de 137,3% à 134,6% du PIB. Ce taux reste cependant le plus élevé de l'Union européenne derrière la Grèce. La croissance économique en Italie a aussi été revue par Istat en baisse pour 2023, à 0,7%, contre 0,9% estimé auparavant.
A l'inverse, pour 2022 et 2021, la croissance a été ajustée en hausse, à respectivement 4,7% et 8,9%.
Ces annonces font partie d'une série de révisions des taux de croissance et d'endettement de l'Italie pour les années 1995 à 2023. Pour le gouvernement italien, ces chiffres étaient très attendus, car en remontant les taux de croissance de 2021 et 2022, l'Istat contribue mécaniquement à diminuer le ratio de la dette publique par rapport au PIB.
Le gouvernement de GiorgiaMeloni espère obtenir ainsi des marges de manœuvre pour le projet de budget 2025, qu'il peine à boucler, faute de ressources.
Ce budget s'annonce très serré, alors que la coalition de droite et d'extrême droite cherche à financer plusieurs de ses promesses électorales, dont une baisse des impôts pour les revenus modestes et des mesures pour relancer la natalité.
Ces révisions du PIB auront donc un impact sur le budget ainsi que le plan de redressement des comptes publics que le gouvernement italien doit présenter prochainement à Bruxelles.
Rome veut ramener son déficit public dès 2026 en dessous du plafond de 3% du PIB fixé par le Pacte de stabilité, avait annoncé mardi dernier le ministère de l'Economie.

ALLEMAGNE

Le moral des entrepreneurs poursuit sa baisse en septembre

Le moral des entrepreneurs en Allemagne a reculé en septembre pour le quatrième mois d'affilée, signe que la stagnation persiste au sein de la première économie européenne, qui "subit une pression de plus en plus forte", selon le baromètre IFO publié mardi. Cet indicateur très suivi de la conjoncture économique, basé sur un questionnaire mensuel adressé à 9.000 chefs d'entreprises, a perdu 1,2 point sur un mois, à 85,4 points, a annoncé l'institut bavarois dans un communiqué. Après avoir plafonné en mai, l'indicateur n'a ensuite cessé de reculer et tombe en septembre au plus bas depuis huit mois. "L'économie allemande subit une pression de plus en plus forte", a commenté Clemens Fuest, président de l'IFO, dans un communiqué. La morosité touche tous les secteurs, en particulier l'industrie, en dépit d'un rebond des commandes en juillet, essentiellement dû aux gros contrats. L'indice dans le secteur manufacturier est tombé à son plus bas niveau depuis juin 2020, alors que les affaires en cours sont jugées moins bonnes et les attentes pour les six mois à venir sont plus pessimistes, détaille l'institut. Les prochains mois s'annoncent difficiles. A son tour, l'institut économique IMK a revu mardi en baisse ses prévisions économiques pour l'Allemagne, s'attendant désormais à une stagnation du PIB en 2024. Plusieurs autres instituts, dont l'IFO, avaient déjà raboté leurs prévisions pour 2024, qui oscillent désormais entre stagnation et légère récession. Une reprise économique ne devrait se dessiner qu'en fin d'année, selon le ministère allemand de l'Economie, qui devrait à son tour ajuster cet automne sa prévision de croissance, actuellement à 0,3% pour cette année.

Le Japon lance une alerte au tsunami après un séisme de magnitude 5,6

Le Japon a lancé une alerte au tsunami pour des îles éloignées au large de Tokyo à la suite d'un séisme dont la magnitude a été évaluée à 5,6 par l'Institut américain d'études géologiques (USGS). L'alerte concerne les îles Izu et Ogasawara qui pourraient connaître un tsunami d'un mètre, selon l'agence météorologique japonaise (JMA), qui a appelé les gens à quitter les rivages. "Sortez de l'eau et évacuez immédiatement les régions côtières", a indiqué l'agence dans une mise en garde en anglais. Les habitants de la région ont déclaré à la chaîne nationale NHK qu'ils n'avaient pas ressenti le tremblement de terre. Au carrefour de plusieurs plaques tectoniques le long de la "ceinture de feu" du Pacifique, le Japon est l'un des pays où l'activité sismique est la plus importante au monde. L'archipel, où habitent quelque 125 millions de personnes, connaît environ 1.500 secousses par an, de faible magnitude pour la plupart.

Le Portugal confronté à une nouvelle grève des médecins

Les services publics de santé au Portugal ont été perturbés mardi au premier jour d'une grève de 48 heures des médecins, la cinquième en un an et demi, afin d'exiger de meilleures conditions de travail. Organisé par la Fédération nationale des médecins (Fnam), ce mouvement social concernant quelque 31.000 docteurs du service national de santé vise à réclamer une revalorisation de leur grille salariale et des mesures pour pallier le manque d'effectifs.
Les médecins en grève ont prévu de manifester mardi après-midi à Lisbonne, en face du ministère de la Santé. Depuis son arrivée au pouvoir à l'issue des élections législatives anticipées de mars dernier, le nouveau gouvernement minoritaire de droite modérée a dû répondre aux revendications de plusieurs catégories de fonctionnaires. L'exécutif du premier ministre Luis Montenegro est ainsi parvenu à des compromis avec les enseignants, les greffiers, puis les forces de l'ordre.
Les négociations ont également abouti lundi à un accord avec cinq syndicats d'infirmiers, ouvrant la voie à des hausses salariales. Une sixième organisation représentative des infirmiers a quant à elle appelé à une grève de deux jours coïncidant avec celle des médecins. Pris en étau par des socialistes évincés du pouvoir après huit ans aux affaires et une extrême droite en forte progression, le gouvernement ne dispose pas de majorité absolue au Parlement.
Le pays ibérique risque une «crise politique et économique» si le gouvernement et l'opposition socialiste ne parviennent pas à un accord permettant d'adopter le budget de l'État pour 2025, a mis en garde lundi le président Marcelo Rebelo de Sousa.

NOUVEAUX PRIX DE LA LEAPMOTOR T03

Cette fois Dacia est dos au mur

Désormais fabriquée en Europe, la Leapmotor T03 vient de revoir ses tarifs, lesquels pourraient encore baisser avec l'aide du bonus CO2 !

Autant qu'elle le peut, la Dacia Spring résiste. Lancée en 2020, la première électrique du constructeur roumain a d'abord connu un début de carrière tranquille. Car en dépit de prestations routières modestes, voire médiocres, la Spring comptait surtout sur un prix canon pour une électrique, lequel était encore diminué par le bonus CO2. De 16 990 €, le prix tombait au mieux à 12 400 €, puisque la roumaine ne pouvait même plus bénéficier de l'aide d'Etat maximale de l'époque, qui avoisinait les 7 000 €. Mais contrairement à d'autres modèles de la gamme, toujours sans concurrence, la Spring voit son monopole fondre. Si elle présente bien, notamment depuis son restylage, la citadine Dacia ne peut faire oublier ses origines chinoises. Une fabrication asiatique qui la prive depuis cette année du bonus CO2 à l'achat. Dacia a beau en avoir profité pour resserrer encore les prix, la Spring est plus que menacée par des concurrentes européennes, Citroën ë-C3 en tête. Et plus tard, les Renault 5 à petite batterie ou encore les Fiat Panda, fabriquées sur le Vieux Continent et donc dopées par l'Etat, viendront aussi lui chiper des clients.

Moins de 15 000 € pour une citadine électrique ? On y est presque

Pire, la Spring est aujourd'hui officiellement concurrencée par une autre marque chinoise. Leapmotor, fondée en 2015 et depuis peu boosté par Stellantis. S'il détenait déjà 20 % de ce constructeur, le géant franco-italo-américain est propriétaire, depuis cette année, à 51 % de la co-entreprise qu'il a fondée avec son partenaire chinois – baptisée Leapmotor International – et qui permet donc à ce dernier de consolider ses activités en Europe. Traduction directe : la citadine T03, jusqu'ici privée de bonus CO2, est désormais fabriquée dans les usines Stellantis de Pologne. La voilà prétendante officielle à l'aide d'Etat de 4 000 €, même s'il faudra attendre le 30 septembre pour savoir si elle y a définitivement droit. Le temps pour l'UE de statuer sur le degré de fabrication minimal requis pour prétendre au bonus, la petite Leapmotor arrivant en "kit" et ne nécessitant a priori qu'un assemblage assez réduit chez nous pour être vendable. Stellantis use pour l'instant du conditionnel quant à cette possibilité. Si elle était validée, le prix de la Leapmotor T03 "made in UE" passerait donc de 18 900 € à 14 900 € ! Et une énorme épine dans le pied de la Spring, aussi imparfaite à conduire que sa concurrente mais moins bien équipée.

A fin mars 2025, 120 points de vente

Dans le même temps, Leapmotor en profite pour dévoiler les prix de son SUV électrique C10. A 36 400 € et même 34 900 € au lancement début octobre, ce SUV familial de 4,74 m de long promet 420 km d'autonomie sur le cycle WLTP grâce à une batterie LFP frôlant les 70 kWh de capacité brute. De série, le C10 embarque un chargeur en courant continu d'une puissance de 6,6 kW. Rien de révolutionnaire, voire un train de retard par rapport à certains concurrents, mais un rapport prix/autonomie défiant quand même toute concurrence.

Reste à prendre le volant de ce gaillard qui annonce entre 231 et 340 ch selon les versions. Si d'aventure ses prestations s'avéraient convaincantes et les autonomies stables, les victimes seraient nombreuses. Car Leapmotor ne bénéficie pour le moment d'aucune image, mais les 120 points de vente partagés avec Stellantis dans toute la France d'ici à fin mars 2025, pour tout ce qui relève de l'achat et de l'entretien, auront tôt fait de rassurer de nombreux clients potentiels. Le C10 resterait fabriqué en Chine et n'aurait donc pas droit au bonus CO2. Mais il resterait tout de même le SUV familial électrique le moins cher du marché.

POUR UN RISQUE DE COURT-CIRCUIT DE BATTERIE

Rappel de l'ancienne Mini Cooper SE électrique

Quelques semaines après un précédent rappel pour des problèmes d'étanchéité de la batterie, un autre type de risque de court-circuit a été détecté sur les accumulateurs de l'ancienne Mini Cooper SE. Plus de 20 000 exemplaires doivent repasser au garage. Même si les voitures électriques ont moins tendance à prendre feu que les modèles thermiques, un court-circuit dans la batterie peut déboucher sur un incendie très difficile à éteindre. C'est pour éviter cela que Mini avait rappelé près de 150 000 exemplaires de l'ancienne Cooper SE il y a quelques semaines, dont le boîtier de l'accumulateur pouvait manquer d'étanchéité. Mais aujourd'hui, la citadine britannique "zéro émission" est à nouveau convoquée en atelier, pour des raisons légèrement différentes. Cette fois, d'après le constructeur, "un contrôle qualité a révélé que des dysfonctionnements pouvaient survenir dans la batterie haute tension". La marque ajoute qu'un message check-control n'est pas exclu dans ce cas. Mais elle précise également qu'un court-circuit dans la pile n'est pas totalement exclu.

Près de 150 000 voitures concernées dans le monde

En France, ce nouveau rappel concerne par moins de 21 688 Mini Cooper SE, produites entre le 27 novembre 2018 et le 25 janvier 2024. Cela correspond à toute la carrière du modèle. Même la rarissime version cabriolet, lancée en fin de carrière, n'y échappera pas. Dans le monde, d'après le ministère des Transports allemands KBA, cela représenterait 147 712 voitures, dont 39 588 outre-Rhin. Cette campagne porte le code 061750800. Pour le groupe BMW, propriétaire de la marque britannique, elle ne tombe pas au meilleur moment. L'entreprise bavaroise doit gérer en parallèle d'autres rappels de grande ampleur, liés aux airbags Takata ou à des problèmes de freinage.

Quelle est l'intervention prévue ? Mais dans le cas présent, les ateliers n'auront aucune pièce à changer. Mini prévoit seulement une reprogrammation de boîtier électronique, qui pourra durer entre 5 minutes et une heure. Comme il s'agit d'un rappel officiel lié à la sécurité, cette intervention sera intégralement prise en charge par le constructeur, même si la garantie est expirée depuis longtemps. Un courrier viendra vous prévenir que vous devez ramener votre Cooper SE lorsque le moment sera venu.

PERFORMANCE ET SANTÉ

le sport à l'ère de l'intelligence artificielle

1ère partie

Courir en utilisant une application qui analyse nos performances et nous fait des recommandations est devenu courant. Les solutions technologiques autour du sport de loisir ou professionnel se sont développées, contribuant à faire évoluer l'industrie du sport et les métiers qui s'y rattachent. L'intelligence artificielle fait partie des outils mis en œuvre. Parfois avec plus ou moins de bonheur : en novembre dernier, l'équipe de football écossaise Inverness Caledonian Thistle FC retransmettait un match en direct grâce au système Pixellot utilisant des caméras avec technologie IA intégrée de suivi de balle… or l'algorithme a confondu le ballon avec la tête, chauve, d'un juge de touche pendant une grande partie du match !

Les algorithmes déployés vont du recrutement au marketing, de l'entraînement à la fidélisation des fans. Détection, vision par ordinateur, interaction homme-machine, prédiction, visualisation et analyse de données, ou encore traitement automatique du langage ont trouvé leur place dans l'analyse de la performance sportive et plus généralement du mouvement humain. Les solutions et les projets de recherche sont nombreux pour le sport professionnel autant qu'amateur, tout comme pour les Jeux olympiques et paralympiques.

IA et sport, un enjeu français pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024

Durant les des Jeux olympiques et paralympiques qui se sont tenus en 2024 à Paris, plusieurs projets ont été lancés pour mettre les sciences au service des sportifs de très haut niveau. De cet objectif de réussite, de rayonnement international pour le sport français, d'un doublement du nombre de médailles pour les JO, de l'obtention de quinze médailles d'or pour les Jeux paralympiques, est né « Sciences 2024 ». Ce programme, porté par le CNRS, le Centre national des sports de la défense (CNSD) et avec l'appui de onze grandes écoles françaises, veut répondre aux défis tricolores et mobiliser chercheurs et étudiants pour soutenir les athlètes, leurs entraîneurs et les fédérations. Neuf défis thématiques couvrant tous les champs de la performance sportive de très haut niveau ont été présentés, parmi lesquels la prévention et le traitement des facteurs de risque, les interactions homme-matériel et l'optimisation du matériel, l'apprentissage et l'optimisation du geste sportif, ou encore les big data et l'intelligence artificielle au service de la performance.

L'Agence nationale du sport (ANS) et l'INSEP ont également développé un programme national sur les données dans le sport de haut niveau nommé Plan national data (PND) et lancé le « Sport Data Hub », plateforme de service dédiée à la data, dans le but de détecter les potentiels sportifs, de réaliser une veille et une analyse de la concurrence, d'optimiser la préparation individuelle ou collective, et d'améliorer la performance du sport français. Atteindre la plus haute performance possible chez les sportifs de haut niveau en mobilisant la communauté scientifique est également au cœur du Programme prioritaire de recherche (PPR) « Sport de très haute performance » (STHP), doté de vingt millions d'euros et piloté scientifiquement par le CNRS. Plusieurs projets ont d'ores et déjà été sélectionnés et financés par l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Objets connectés, portabilité et systèmes embarqués pour la collecte de données

À l'évocation des termes intelligence artificielle, surgit l'idée de données, utilisées depuis de nombreuses années dans le sport. Chacun se souvient du film Le Stratège de Bennett Miller, sorti en 2011, avec Brad Pitt dans le rôle de Billy Beane, manager général de l'équipe de baseball des Oakland Athletics, connu pour avoir révolutionné la pratique de ce sport en s'appuyant sur l'approche statistique, dite sabermétrique (de Society for American Baseball Research – SABR). Les avancées en matière de capteurs et d'objets connectés, la réduction des coûts de stockage et le développement de l'IA permettent aujourd'hui d'aller bien plus loin dans la collecte et l'analyse des données.

Selon les disciplines, les capteurs s'intègrent dans les équipements, les vêtements et le matériel. Les sociétés Catapult Sports et STATSports travaillent avec la Fédération française de football, le Real Madrid ou encore Manchester United pour développer des vêtements connectés et des dispositifs portables afin de collecter des données sur les joueurs. C'est aussi le cas de la startup PIQ Sport Intelligence qui utilise PIQ Robot et son IA baptisée Gaia dans de nombreux sports comme le ski, le kitesurf, la boxe, le golf ou encore le tennis. Force de frappe, vitesse de service, précision, les capteurs mesurent et analysent les performances et mouvements pour fournir en temps réel des données pertinentes aux sportifs concernant leurs winning factors.

SensiML, filiale de QuickLogic, propose depuis décembre dernier le SensiML Analytics Toolkit, plateforme de développement pour des capteurs intelligents permettant de collecter et de traiter les données nécessaires au machine learning au plus « bas niveau ». Le sport automobile, notamment la F1, a lui aussi investi dans l'IA. Les voitures sont désormais équipées de plusieurs capteurs à objectifs multiples : amélioration des performances, en amont et durant les courses, détection des anomalies, etc. Les données obtenues permettent également de concevoir des stratégies optimales durant les arrêts aux stands, le choix des pneumatiques, etc. Pour renforcer sa compétitivité, Red Bull mise par exemple sur les capacités d'apprentissage automatique et d'analyse des données d'Oracle Cloud Infrastructure pour optimiser l'utilisation de ses données, lors des opérations sur la piste ou durant le partage d'informations avec sa communauté mondiale de fans. Autre exemple chez Williams F1, la direction a confié l'exploitation de ses données à Acronis, qui utilise ses solutions pour lutter contre les cyberattaques et apporter une cyberprotection à l'équipe.

Capture d'écran Youtube de la solution proposée par Footovision

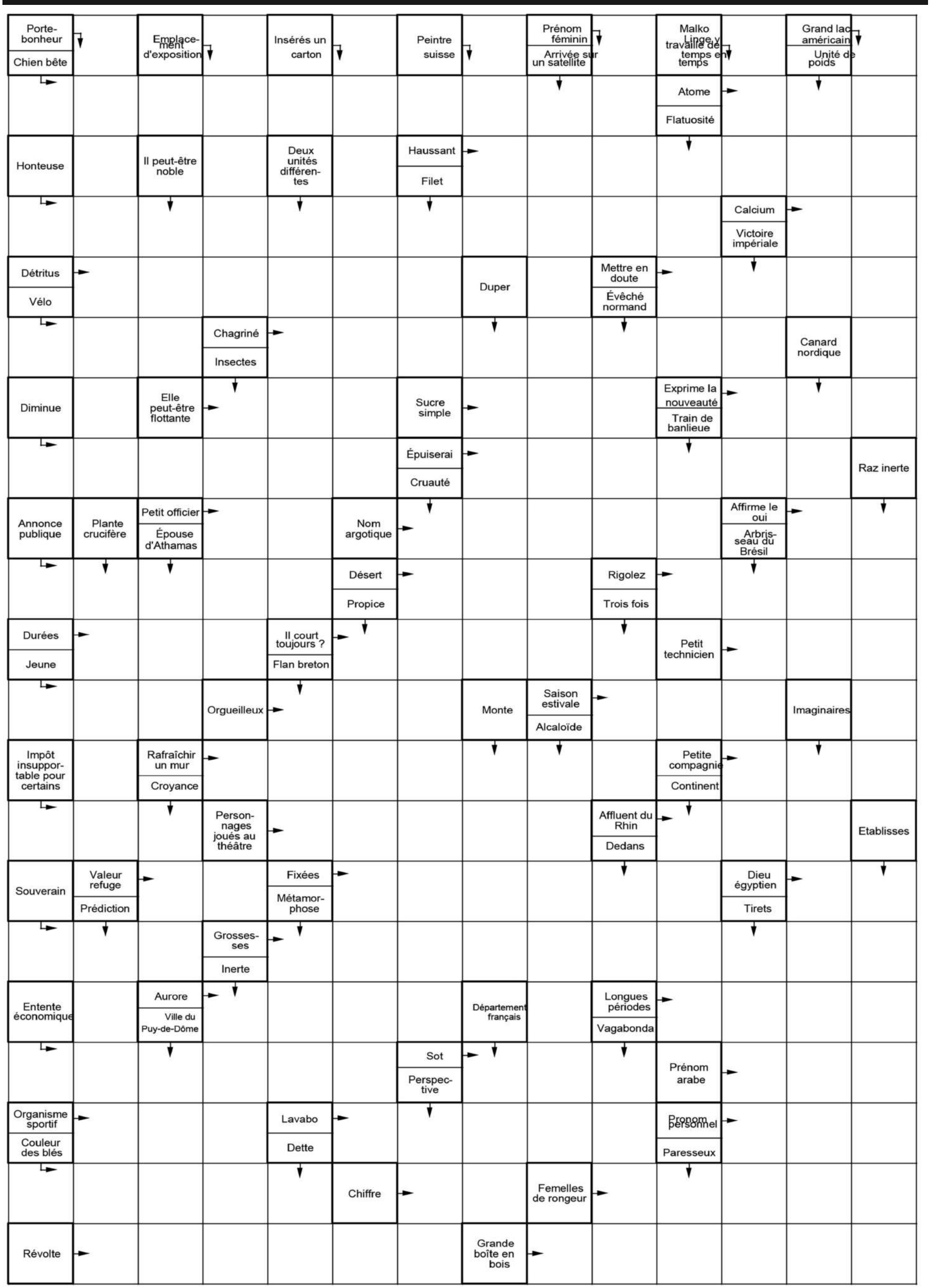
L'image, un outil crucial

Mais il ne s'agit pas seulement de systèmes embarqués et de capteurs, l'image est également centrale. Gipsa-lab, unité de recherche CNRS – université de Grenoble-Alpes, travaille par exemple sur les thématiques de la reconstruction du mouvement à partir de captures vidéo sans marqueur (image, géométrie), de l'utilisation d'approches d'intelligence artificielle pour l'analyse du geste (apprentissage, optimisation), de l'utilisation de la robotique volante (drones) pour la capture du mouvement humain ou animal et de la convergence monde numérique – monde réel (réalité virtuelle, augmentée). Aux États-Unis par exemple, le dataset de NBA.com/Stats permet de remonter à la saison NBA 1996-97. La fédération collecte et partage depuis 2013 un grand nombre de variables grâce à des systèmes de tracking installés directement dans ses arénas.

Bien sûr, le sport de haut niveau utilise également l'analyse vidéo, grâce à la vision par ordinateur et le machine learning, notamment comme vecteur de communication et outil d'analyse de jeu. Patrick Sayd du CEA-LIST a présenté cette approche au cours de la Journée du GDR Sport et IA, le 27 janvier dernier.

« Au niveau technique, l'image tient une place à part parmi les données que peut traiter l'IA. En effet, le volume de données est conséquent et les informations y sont hétérogènes et non structurées. Les algorithmes doivent détecter, extraire, cumuler et interpréter ces informations pour remonter à la connaissance, à la compréhension des situations observées […]. Les progrès fulgurants apportés par les techniques d'apprentissage profond permettent d'envisager de nouvelles formes d'analyse du jeu encore plus ciblées, plus approfondies et réellement au service des entraîneurs ». L'analyse vidéo au service du football est le fer de lance de la startup parisienne SkillCorner. Créée en 2016, elle fournit de la data sportive de manière automatique et développe des algorithmes de tracking et de détection en temps réel des objets mouvants (joueur, ballon, arbitre) sur l'image : les localiser, les suivre image après image et les reconnaître. Plusieurs clubs de football, comme le Liverpool FC, utilisent ces outils qui permettent de collecter des données, mais également de mettre en lumière des points-clés pouvant améliorer l'aide à la décision. **(A suivre)**

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 25 septembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

Monnaies: le dollar baisse face à l'euro

Le dollar faiblit mardi, affecté par les perspectives d'une nouvelle baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed) après la publication d'un indice d'activité américain en recul. Le dollar se déprécie vers 12h55 face à l'euro, qui gagne 0,15% face au billet vert, à 1,1128 dollar pour un euro. Le dollar reprend ainsi sa tendance baissière après une hausse de 0,46% face à la monnaie européenne lundi. Le billet vert souffre encore du fort abaissement des taux de la Fed la semaine dernière (0,5 point de pourcentage), ainsi que d'anticipations de "futures baisses de taux importantes" de la banque centrale américaine si l'inflation continue de refluer, selon des analystes.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE-FONDATION SALIMASOUAKRI

Un don de 250 cartables remplis de fournitures scolaires à des orphelins

Fidèle à son engagement de longue date dans le domaine humanitaire, LG Electronics Algérie renouvelle son soutien à l'occasion de la rentrée scolaire 2024-2025 en faveur des enfants orphelins et défavorisés. En collaboration avec La Fondation SalimaSouakri pour l'action caritative et humanitaire, l'entreprise a offert 250 cartables remplis de fournitures scolaires. Ce geste vise à garantir à ces jeunes les conditions nécessaires pour entamer leur nouvelle année scolaire dans les meilleures dispositions.
Cette initiative s'inscrit dans une longue tradition de responsabilité sociale pour LG Electronics Algérie, qui a fait de la rentrée scolaire un moment phare de ses actions en faveur des plus démunis. Année après année, l'entreprise se mobilise pour offrir un soutien matériel aux enfants orphelins et en difficulté, affirmant ainsi son rôle clé dans le tissu social algérien.
La Fondation Salima Souakri, de son côté, joue un rôle central dans la mise en œuvre de ces actions solidaires. Depuis sa création, elle multiplie les initiatives en faveur des enfants démunis, s'investissant dans des projets qui apportent une aide concrète à ceux qui en ont le plus besoin.
La cérémonie s'est tenue au siège social de LG Electronics Algérie, en présence des représentants des deux entités. SalimaSouakri, personnalité emblématique de la scène caritative en Algérie, ainsi que plusieurs membres de sa fondation, ont activement participé à la préparation des dons, en remplissant les cartables de fournitures essentielles pour les enfants.

ORAN

Ouverture du 1er salon de l'industrie chimique avec la participation de 15 exposants

La première édition du Salon international de l'industrie chimique "AlgeriaChem" a ouvert ses portes, mardi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed, avec la participation de 15 exposants algériens et étrangers. Le salon réunit des entreprises algériennes et étrangères de Turquie, d'Italie, d'Egypte et de France, qui proposent des machines et des solutions industrielles, mais aussi des matières premières pour certaines industries chimiques, a indiqué Bouaouina Kamel, gérant de l'agence organisatrice de cette manifestation économique "BestKom". Ce salon vise à créer une synergie entre les professionnels du secteur de l'industrie chimique et offrir un espace favorable pour la création de partenariats stratégiques, en misant sur la demande croissante du marché algérien, a-t-il souligné. "Cet événement promet non seulement une plateforme de réseautage et de collaboration, mais aussi un aperçu des opportunités diverses et croissantes que l'industrie chimique algérienne offre", a-t-il noté.

AIE

Appel à mettre en œuvre les recommandations de la COP 28

Par M A.

Le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) souligne l'importance cruciale des engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28) pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cet événement, qui s'est tenu en 2023 aux Émirats arabes unis, a vu près de 200 pays adopter des objectifs climatiques ambitieux. Parmi ces objectifs, l'aspiration à atteindre la neutralité carbone du secteur énergétique mondial d'ici 2050 se distingue particulièrement. Cela implique non seulement une réduction significative de l'utilisation des énergies fossiles, mais aussi une multiplication par trois de la capacité des énergies renouvelables et un doublement des efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030.
La réalisation de ces objectifs pourrait entraîner une réduction considérable des émissions mondiales, estimée à 10 milliards de tonnes de CO2 d'ici 2030. Cette perspective est d'autant plus marquante, étant donné que les émissions du secteur énergétique ont atteint un niveau record de 37,4 milliards de tonnes en 2023. Le rapport de l'AIE indique que, malgré certains défis, un environnement économique favorable, des capacités industrielles adéquates et des politiques de soutien appropriées pourraient faciliter l'atteinte de ces objectifs. Toutefois, l'AIE met en garde contre plusieurs obstacles. Parmi ceux-ci, les retards dans l'octroi des permis pour moderniser les infrastructures électriques et le manque d'investissements dans les réseaux, notamment dans les marchés émergents et les économies en développement, représentent des défis majeurs. Pour concrétiser les ambitions de la COP 28, il sera nécessaire de construire et de moderniser des millions de kilomètres de lignes de transport d'électricité et d'augmenter considérablement la capacité de stockage. Ce besoin croissant d'infrastructures démontre l'ampleur des efforts requis pour soutenir la transition énergétique mondiale. En l'absence de tels investissements, l'augmentation des capacités d'énergies renouvelables pourrait être compromise, entraînant une hausse des prix de l'électricité et un retour accru aux énergies fossiles.
L'efficacité énergétique, quant à elle, émerge comme l'une des stratégies les plus prometteuses pour réduire les émissions d'ici 2030. Si le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique est doublé, cela pourrait permettre une réduction des émissions de 6,5 milliards de tonnes tout en diminuant les coûts énergétiques pour les consommateurs. L'électrification des secteurs industriels et des transports, ainsi que la réduction de la consommation d'énergie, se présentent comme des leviers essentiels dans cette démarche. Par ailleurs, l'accès universel à des modes de cuisson propres et l'accélération de l'adoption des véhicules électriques sont également cruciaux, notamment dans les régions en développement. Néanmoins, plusieurs défis demeurent. La lenteur des réformes des réseaux électriques, l'obsolescence de nombreuses infrastructures et le manque de financement, particulièrement dans les pays en développement, freinent cette transition. Si les investissements nécessaires pour moderniser les infrastructures de transport d'électricité ne sont pas réalisés, cela risque de compromettre la capacité du réseau à intégrer les nouvelles énergies renouvelables.
Pour rappel, l'Algérie a lancé en juillet dernier la stratégie Sonatrach pour le climat, qui prévoit une série de mesures et de projets, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation du niveau d'intégration des énergies renouvelables, ainsi que le développement de solutions de séquestration naturelle et technologique du carbone. La stratégie de Sonatrach repose sur l'investissement, le renforcement des capacités, le transfert de technologies, et la réduction du torchage de gaz ainsi que des émissions de méthane. Elle inclut également l'intégration progressive de diverses énergies renouvelables dans le mix énergétique, ainsi que le développement de nouvelles filières telles que les carburants à faible teneur en carbone et l'hydrogène vert.Elle propose une série de solutions pour récupérer les gaz brûlés dans les unités d'exploitation, s'ajoutant aux dix-neuf projets lancés depuis 2020, permettant ainsi de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 785 000 tonnes équivalent CO2 par an. Cette stratégie vise également une transition énergétique progressive et l'intégration de l'innovation technologique pour limiter l'empreinte carbone.

ECSEL EXPO

130 exposants attendus à la 3e édition prévue du 2 au 5 octobre

La 3e édition du Salon du E-commerce et des services en ligne (ECSEL EXPO), prévue du 2 au 5 octobre prochain au Palais des expositions Pins maritimes (Alger), verra la participation de 130 exposants, a indiqué mardi, l'organisateur de cet évènement. Lors d'une conférence de presse consacrée à la promotion de ce Salon, le représentant du commissariat du Salon "ECSEL", Redouane Hammou a fait savoir que cette manifestation à laquelle est consacrée une superficie de 6500m2 au niveau du pavillon "Union", verra la participation de 130 exposants, dont 30 startups et deux (2) société étrangères, activant dans des domaines aussi variés que les services logistiques et technologiques, les finances, et les assurances ainsi que d'autres entreprises spécialisées dans le commerce et les services électroniques. Organisée par "Global Exhibition Company" et "Algeria Exhibition (filiale de la SAFEX)", dans le cadre de la collaboration entre les secteurs public-privé, cette manifestation permettra de "développer le E-commerce en Algérie afin d'atteindre le plus grand nombre d'intéressés dans ce domaine, et de mettre en place une plateforme au profit des visiteurs dédiée à l'échange des connaissances, l'innovation, l'apprentissage et la découverte", selon M. Hammou. Le Salon prévoit un programme riche en activités, dont l'organisation de près de 12 ateliers avec la participation de 37 experts, pour aborder des thèmes sur l'économie numérique et le développement du E-commerce et des services en ligne en Algérie, en sus de l'organisation de masterclass sur l'aspect technique du E-commerce. L'édition de cette année, sera également ponctuée par la participation des plus grands experts du E-commerce, qui partageront leurs expériences aux niveaux national et international avec les opérateurs algériens. Aussi, un Hackathon visant a encourager les étudiants et les clubs estudiantins sera organisé en collaboration avec la Compagnie algérienne des assurance (CAAT), au cours duquel 500 étudiants proposeront des solution techniques innovantes aux problématiques auxquelles les sociétés peuvent être confrontées, a fait savoir la responsable de la communication auprès de la CAAT, Yasmine Kaouah. Selon les organisateurs, cette édition qui a consacré un stand gratuit à douze (12) startups, verra également la conclusion de partenariats entre plusieurs organismes publics et privés dans le domaine du E-commerce et des services en ligne.

GHARDAÏA

Plus d'une vingtaine d'artisans au Salon des métiers

Vingt-deux (22) artisans, issus de différentes wilayas du pays, prennent part au Salon de l'artisanat qui se tient à Ghardaïa, à l'initiative de la Chambre locale de l'Artisanat et des Métiers (CAM), a-t-on appris mardi des organisateurs. Visant à valoriser le patrimoine et le savoir artisanal national, la manifestation, qu'abrite le siège de la CAM au quartier Bouhraoua, prévoit plusieurs stands d'exposition des activités et produits de l'artisanat, dont la tapisserie, le tissage, la couture traditionnelle, la poterie, la céramique et la dinanderie, a indiqué Ahmed Fenniche, chef de service des arts et lettres à la direction locale de la Culture et des Arts.
Le Salon constitue une opportunité pour les artisans et les associations activant dans le domaine d'échanger leurs expériences et savoir-faire, a-t-il ajouté. L'artisan Salah Mekki, dinandier de la wilaya de Constantine, qui a, à son profit, une expérience de plus de 40 ans, voit en cette manifestation "une vitrine sur les métiers séculaires à valoriser et une contribution à la préservation du patrimoine culturel et artisanal de chaque wilaya".
La manifestation, qui s'étale sur cinq jours, vise à préserver et pérenniser le patrimoine ancestral, toutes activités confondues, ont souligné les organisateurs.